

LA PRESSE



BANQUE DU CANADA  
LES TAUX RESTENT  
INCHANGÉS  
PAGE 7



BOURSE  
DE MAUVAIS  
RÉSULTATS  
EFFRAIENT  
LES MARCHÉS  
PAGE 9

# AFFAIRES

↓ <b>S&amp;P TSX</b> 12 225,84 -177,70 (-1,43%)	↓ <b>S&amp;P 500</b> 1413,11 -20,71 (-1,44%)	↓ <b>DOW JONES</b> 13 102,53 -243,36 (-1,82%)	↓ <b>PÉTROLE</b> 86,67\$US -1,98\$US (-2,23%)	↓ <b>DOLLAR</b> 100,74 -0,01¢US
---	--	---	---	---------------------------------------

## CRISE DU VERGLAS

# LA JUSTICE FIGÉE

14  
ans

50\$

Presque 14 ans après la crise du verglas, plus de 200 000 assurés recevront une indemnité... de 50\$. Mais pour les 800 000 autres membres du recours collectif contre 19 assureurs, il faudra peut-être attendre jusqu'à 20 ans. Un des plus longs recours collectifs de l'histoire.

UN REPORTAGE DE STÉPHANIE GRAMMOND  
EN PAGE 4

ILLUSTRATION ALEX BLOUIN, LA PRESSE

### TECHNOLOGIE

- L'iPAD MINI POUR CONCURRENCER LE NEXUS DE GOOGLE
- FACEBOOK SURPASSE LES ATTENTES

PAGES 2 ET 3



PHOTO REUTERS

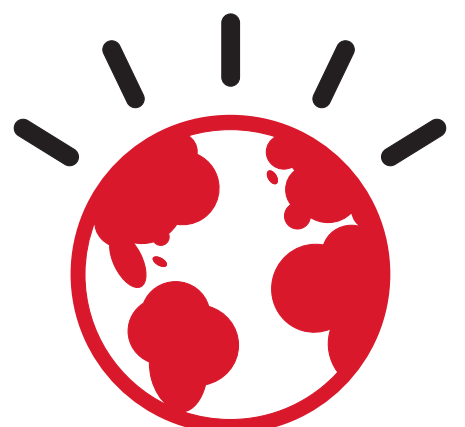
SECTEUR MANUFACTURIER  
**TRANSCO FERME**  
SON USINE MONTRÉLAISE,  
143 EMPLOIS PERDUS  
PAGE 5



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

## UN INVESTISSEMENT DANS L'INTELLIGENCE EST UN INVESTISSEMENT INTELLIGENT.

Chez IBM Canada, nous croyons qu'investir dans le progrès est la meilleure façon de rendre les entreprises d'ici plus concurrentielles et notre économie plus solide, et de faire des Canadiens des acteurs importants d'une planète plus intelligente. Bâtissons une planète plus intelligente. Pour en savoir plus, allez à [ibm.com/planeteintelligente/ca](http://ibm.com/planeteintelligente/ca).



## TECHNOLOGIE

# APPLE FOURBIT SES ARMES...

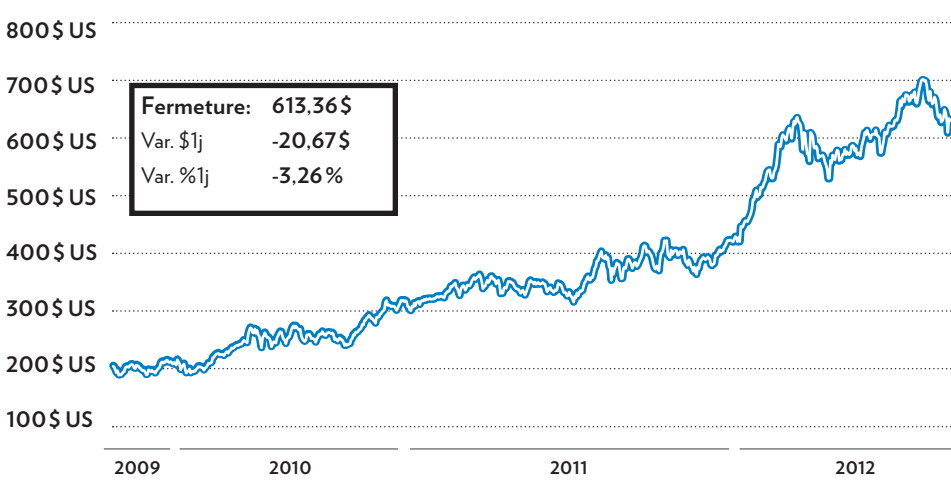
La société lance son iPad mini à temps pour les Fêtes



PHOTO REUTERS

## APPLE

Depuis 3 ans



ALAIN McKENNA  
COLLABORATION SPÉCIALE

SAN JOSE, Californie — Tim Cook appuie sur l'accélérateur. Six mois à peine après le lancement de sa troisième tablette iPad, Apple la remplace par deux nouveaux modèles distincts, dont un iPad à écran de 7,9 pouces qui vise clairement à surclasser la Nexus 7 de Google dans le marché des tablettes à bas prix.

Sur la scène d'un théâtre historique de San Jose, le PDG

d'Apple a insisté sur les caractéristiques techniques distinguant son nouveau produit des appareils à système Android: un écran légèrement plus généreux, une connexion cellulaire LTE rapide et une médiathèque d'applications mobiles et de livres numériques plus riche et plus élégante.

« L'iPad mini n'est pas seulement un iPad dont on aurait réduit les dimensions. C'est un appareil conçu entièrement à part, déjà compatible avec les applications de l'App Store, mais dans un format qui tient bien dans une seule main », a résumé Phil Schiller, vice-président responsable de la mise en marché pour Apple.

## WEB 2.0 ET RÉSEAUX SOCIAUX

## « Les villes-dortoirs dorment au gaz »



ANDRÉ DUBUC

Plusieurs villes de la banlieue de Montréal sont complètement déconnectées des médias sociaux, un moyen pourtant économique et bien de notre époque mis à la disposition d'une administration locale pour communiquer avec

ça la banlieue fantôme, dit Hughes Chandonnet, directeur du studio de création Hybrid et coauteur de l'étude. Les villes-dortoirs dorment au gaz.

Varenes a un compte Twitter qui n'avait pas encore émis un seul gazouillis, au moment de l'étude. Saint-Lambert, autre ville de la Rive-Sud, dispose d'une chaîne YouTube, inactive depuis 2008. Blainville, 53 000 habitants, pourtant le paradis des jeunes familles de la couronne

rajeunir notre site web, mais ça fait partie de nos priorités pour 2013. C'est clair. L'interactivité avec les citoyens est essentielle et les médias sociaux nous permettent de le faire de façon précise. On est loin du bulletin municipal», fait-il remarquer. Une conseillère en communication axée web et médias électroniques a d'ailleurs été engagée par la Ville en février dernier.

D'après le spécialiste d'Hybrid, une ville gagnerait en efficacité à communiquer, par exemple, un avis d'ébullition d'eau à ses milliers d'abonnés à son compte Twitter.

### Bond de 338% des abonnés à Montréal

La taille ne constitue pas un critère quant à la présence active ou non d'une ville sur Facebook ou Twitter, selon M. Chandonnet. À preuve, Shawinigan, 50 000 habitants, détient le taux de pénétration le plus élevé. Plus de 4% de sa population est abonné à ses comptes sociaux. « Ça fait déjà un bout de temps que la Ville a adopté Facebook et Twitter », dit François St-Onge, directeur des communications. Exemple d'une initiative entreprise, la campagne publicitaire Surprenant Shawinigan a été diffusée sur YouTube cette année.

nord — une clientèle naturelle des réseaux sociaux —, ne comptait que 48 abonnés à son compte Twitter en date de vendredi dernier. Même des banlieues de 75 000 habitants et plus, comme Terrebonne, Repentigny et Brossard, ne semblent ressentir aucun empressement à se faire des amis Facebook.

« On n'est pas encore branché, reconnaît d'emblée Alain Gauthier, directeur des communications de Brossard. La priorité a d'abord été de

### Seulement 5 villes au Québec ont plus de 2000 abonnés Facebook ou Twitter

ses citoyens. Selon l'étude Villes virtuelles, Gatineau est la capitale québécoise du web 2.0, tandis que Montréal prend les bouchées doubles pour se mettre à la page.

Si les dix premières villes québécoises au chapitre de la taille de la population ont toutes établi une présence dans les médias sociaux, ce n'est pas le cas quand on arrive dans les villes du 450. « Dans la couronne nord et la Rive-Sud, on a des villes qui n'ont aucune présence. On appelle



PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

Le Musée de la civilisation, à Gatineau, capitale québécoise du web 2.0.

Coréalisée par les firmes Misspixels, alias Isabelle Gagné, et Hybrid, l'étude Villes virtuelles a récolté les données à partir des pages Facebook, Twitter et YouTube des 50 plus importantes municipalités du Québec. Le travail s'est fait en deux temps: une première photo a été prise en mai de cette année et l'autre en octobre. Leur principale observation? Les municipalités du Québec commencent à peine à utiliser les réseaux sociaux. Par exemple, seulement 5 villes au Québec ont plus de 2000 abonnés, Facebook ou Twitter confondus. À titre d'exemple, la chaîne de magasins L'Aubainerie compte pratiquement 20 000 amis Facebook.

Les auteurs de l'étude se réjouissent par contre de la croissance rapide des activités entre mai et octobre. Le taux de présence régulière est passé de 40 à 60%. Montréal enregistre la plus forte croissance dans le nombre de ses abonnés avec un bond de 338%, de 1305 à 2960 abonnés.

### Fort engagement des amis

Autre signe encourageant, les municipalités affichent un taux d'engagement plus fort que celui des sites de marques commerciales comme Aldo ou la Brigade du bonheur Coke. Le taux d'engagement se calcule en divisant le nombre de personnes qui parlent de la ville sur Facebook par le nombre total d'amis.

Les municipalités actives sur les réseaux sociaux affichent un taux d'engagement moyen de 13,9%, tandis qu'Aldo enregistre un taux de 2,6%.

C'est la ville de Gatineau qui décroche le titre de capitale québécoise du web 2.0. « Gatineau n'a pas seulement bâti la plus grande communauté Facebook des 50 municipalités, elle se démarque par le service d'alertes par messagerie texte, un site web pour appareils mobiles et une gestion exemplaire de la conversation avec le public », écrivent les auteurs de Villes virtuelles.ca.

# 100 millions

En deux ans et demi, Apple a vendu 100 millions d'iPad, toutes générations confondues.

# 10 millions

Le nombre d'iPad mini qu'Apple pourrait vendre d'ici la fin 2012, selon Gartner.

# 275 000

Le nombre d'applications compatibles avec les tablettes iPad et iPad mini.

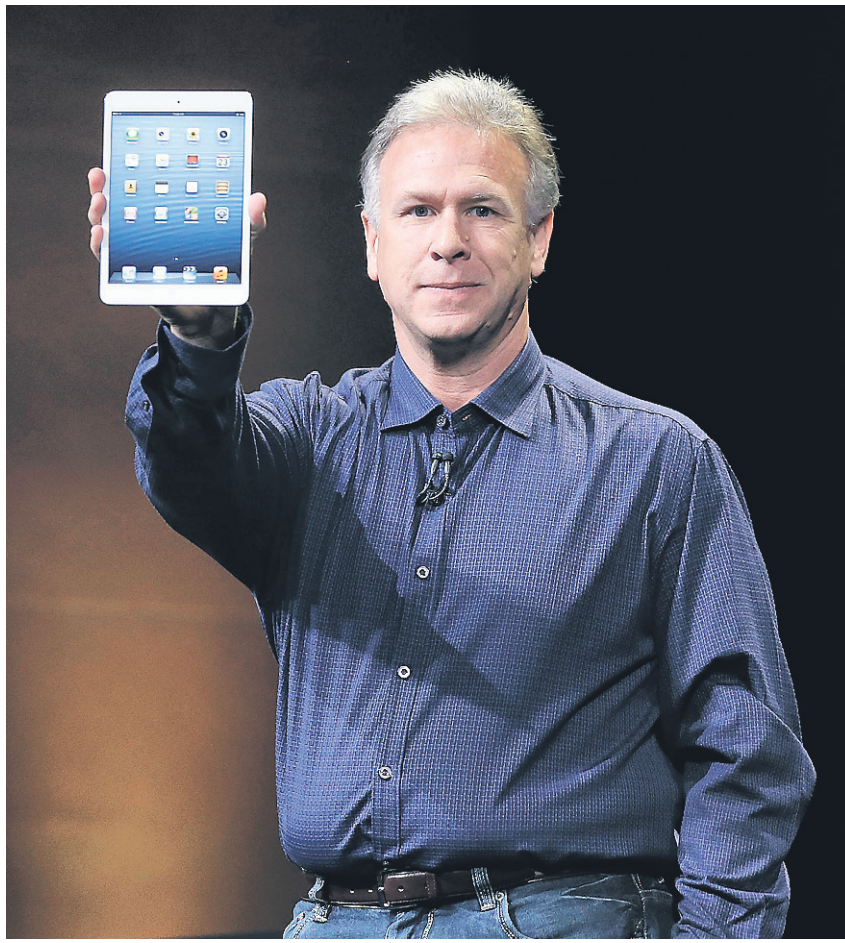


PHOTO ASSOCIATED PRESS

Phil Schiller, vice-président responsable de la mise en marché pour Apple.

Naturellement, Apple mise sur les prédictions des analystes, qui lui promettent entre 8 et 10 millions de ventes de ce nouvel iPad mini d'ici la

multipliant par deux son traitement des données, sans en changer le prix. Juste à temps pour la lucrative période des Fêtes, ajoute

MacBook Pro compact, doté d'un écran de 13 pouces. Il s'agit des deux produits les plus populaires de la gamme d'ordinateurs Mac.

Leur mise à jour arrive à point nommé, alors que Microsoft et ses nombreux partenaires lanceront, d'ici Noël, une imposante cohorte de nouveaux PC à système Windows 8 qui comprend plusieurs modèles de tout-en-un et plusieurs portables haut de gamme.

«Le design du nouvel iMac va voler la vedette à Microsoft et à Windows 8 dans les prochaines semaines. C'est un des appareils les plus vendus sur le marché. Le MacBook Pro est le plus populaire dans son créneau. L'iPad est la tablette la plus populaire à l'école et auprès du grand public. Ça ne fait aucun doute que tout ça va mettre Microsoft sur la défensive», prédit Tim Bajarin, président de la firme Creative Strategies.

Selon cet analyste, Apple est bien placé pour regagner le terrain perdu en Bourse ces dernières semaines. «Apple est fort dans tous les créneaux informatiques. Pour le quatrième trimestre, sa gamme de produits est la plus attrayante sur le marché», conclut-il.



Pour joindre notre collaborateur: [alain.mckenna@lapresse.ca](mailto:alain.mckenna@lapresse.ca)

«L'iPad mini n'est pas donné. Ça signifie qu'Apple ne se livre pas à une guerre de prix avec Amazon, mais elle n'en a pas besoin: ses acheteurs ont prouvé par le passé qu'ils étaient prêts à payer plus pour ses produits, ses applications, et aussi pour son soutien technique.» — Sarah Rotman Epps, analyste

fin de l'année, afin d'excuser un prix de détail de 329\$, sensiblement plus élevé que ses principaux concurrents. Google détaille sa Nexus 7 à partir de 209\$, tandis qu'Amazon vend une Kindle Fire HD aux États-Unis à partir de 199\$.

«L'iPad mini n'est pas donné. Ça signifie qu'Apple ne se livre pas à une guerre de prix avec Amazon, mais elle n'en a pas besoin: ses acheteurs ont prouvé qu'ils étaient prêts à payer plus pour ses produits, ses applications, et aussi pour son soutien technique», explique Sarah Rotman Epps, analyste en stratégie de produits pour Forrester.

En plus de l'iPad mini, Apple a totalement revu la mécanique de son iPad à écran de 9,7 pouces,

M<sup>me</sup> Rotman Epps. «Le moment a été bien choisi: ça place tout le monde sur la défensive juste avant Noël.»

Nouveauté intéressante, Apple a mis plus d'accent que d'habitude sur le secteur de l'éducation. Tim Cook s'est dit surpris du succès que connaissent ses produits dans les écoles. Il en a profité pour dévoiler de nouveaux outils de création de livres numériques s'adressant tout particulièrement aux professionnels de ce milieu.

Ces outils comprennent notamment la huitième génération du fameux iMac, l'ordinateur tout-en-un qu'Apple vend depuis près de 15 ans maintenant, ainsi qu'un portable

## LES ÉLÈVES MODÈLES

Villes comptant 1500 abonnés et plus sur Facebook et Twitter

Gatineau
Québec
Montréal
Laval
Shawinigan
Sherbrooke
Boucherville
Lévis

## LES CANCRES

Villes n'ayant aucune présence ou presque sur les réseaux sociaux

Terrebonne
Repentigny
Brossard
Drummondville
Saint-Jérôme
Granby
Blainville
Saint-Hyacinthe

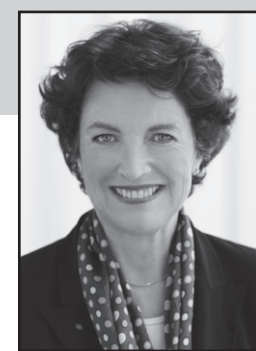
Source: Villesvirtuelles.ca

La ville compte près de 4000 abonnés sur Twitter et Facebook. Elle vient de donner un contrat à une firme spécialisée en matière de médias sociaux pour aller encore plus loin dans ses communications bidirectionnelles. «Le Web 2.0 permet à la ville de positionner des messages rapidement et de recevoir la rétroaction des citoyens», écrit dans un courriel le service des communications de Gatineau.

## BRANLE-BAS DE COMBAT!

# SPORTS

Tous les jours dans *La Presse*



**CIRANO**  
Allier savoir et décision

### CENTRE INTERUNIVERSITAIRE DE RECHERCHE EN ANALYSE DES ORGANISATIONS

Louise Roy, O.C., O.Q.  
Présidente du conseil

Le CIRANO est heureux d'annoncer la nomination de Louise Roy à titre de présidente du conseil d'administration. Louise Roy est, depuis 2003, Fellow invitée au CIRANO et administratrice de sociétés. Elle est présidente du Conseil des arts de Montréal depuis 2006 et elle occupe la fonction de Chancelière et présidente du conseil de l'Université de Montréal depuis 2008. Elle siège aux conseils d'Intact Corporation financière, de la Corporation Financière Power, de Montréal International, de l'Institut des administrateurs de sociétés (IAS) et de l'Ordre national du Québec. Au cours de sa carrière, elle a occupé diverses fonctions de direction, notamment, présidente-directrice générale de la STCUM, vice-présidente exécutive d'Air France, présidente et chef de la direction de Télémedia Communications et vice-présidente exécutive de l'IATA.

Fondé en 1993, le CIRANO est un regroupement de toutes les universités québécoises et de plusieurs entreprises majeures. Le CIRANO compte plus de 100 chercheurs dans des domaines de pointe dont l'environnement, la santé et en particulier tout le domaine de la sécurité des patients, l'éducation, son financement y compris le décrochage scolaire, la fiscalité, la dette publique, les régimes de retraite, etc.

De plus, CIRANO se distingue par son laboratoire en économie expérimentale qui permet de tester différents comportements économiques et le rôle des institutions, pour entre autres, favoriser le développement de politiques publiques.

## RÉSULTATS DE FACEBOOK

# Dans le rouge, mais meilleurs que prévu

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Le réseau social en ligne Facebook a réjoui le marché hier en annonçant des résultats trimestriels supérieurs aux attentes, en dépit d'une nouvelle perte nette.

L'action du groupe décollait de 9,7 % à 21,35 \$ US dans les échanges électroniques suivant la clôture de la Bourse de New York.

Le groupe a accusé au troisième trimestre une perte nette de 59 millions US, à comparer à un bénéfice de 150 millions un an plus tôt, selon les résultats publiés. Il était déjà déficitaire de 157 millions au trimestre précédent.

Mais le résultat ajusté par action, qui sert de référence aux analystes, est positif de 12 cents, un niveau similaire à celui de la même période de 2011 et supérieur d'un cent à la prévision moyenne du marché.

Le groupe impute la différence à des rémunérations en actions liées à l'entrée en Bourse, sans lesquelles il aurait dégagé un bénéfice de 311 millions de dollars, soit 12 cents par action.

Le chiffre d'affaires a dépassé encore plus nettement les attentes en progressant de 32 % à 1,26 milliard US. Les analystes espéraient en moyenne seulement 1,23 milliard.

Facebook vient de franchir la barre du milliard d'utilisateurs, et parmi eux, 600 millions se rendent sur le site à partir d'un appareil mobile.

Le groupe indique en particulier que ses recettes publicitaires, qui représentent le gros de son chiffre d'affaires, ont augmenté de 36 % à 1,09 milliard, et il affirme en avoir généré 14 % avec les mobiles.

Le groupe vient de franchir la barre du milliard d'utilisateurs, et parmi eux, 600 millions se rendent sur le site à partir d'un appareil mobile.

«Les gens qui utilisent nos produits mobiles sont plus engagés, et nous pensons que nous pouvons encore augmenter cet engagement alors que nous continuons à introduire de nouveaux produits et à améliorer notre plateforme», a commenté le directeur général du groupe, Mark Zuckerberg.

Les inquiétudes sur la capacité du groupe à tirer profit de sa gigantesque base d'utilisateurs pour gagner de l'argent ont été à l'origine d'une importante perte de valeur du titre depuis son introduction en fanfare sur la Bourse électronique NASDAQ en mai, au prix de 38 \$ US.



**CAROLINE BERNARD**  
PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DE LA PAIE

Le conseil d'administration de l'Association canadienne de la paie (ACP) est heureux d'annoncer l'élection de Caroline Bernard, SCP, CRHA, CAAS, à titre de présidente pour 2012-2013.

Caroline est une directrice des ressources humaines chez Wolverine Worldwide, un distributeur mondial de chaussures de marque où elle est responsable du service de la paie et des ressources humaines au Canada. Avant de se joindre à Wolverine, Caroline a occupé des postes de gestion auprès d'autres grands employeurs. Parfaitement bilingue, cette Montréalaise d'origine a accumulé une vingtaine d'années d'expérience dans les domaines de la paie et des ressources humaines, démontrant la synergie entre ces deux professions. Caroline est une ardente promotrice de l'éducation permanente professionnelle. Elle est titulaire d'accréditations de spécialiste de la conformité de la paie (SCP), de conseillère en ressources humaines (CRHA) et de conseillère en avantages sociaux des employés (CAAS).

Caroline a joint les rangs de l'ACP en 1995 comme bénévole pour la division montréalaise. Alors que la croissance de l'association se poursuivait, ses contributions bénévoles sont devenues plus importantes. Elle a coprésidé deux congrès nationaux (Québec en 2001 et Montréal en 2008). Elle a aussi animé des séminaires de perfectionnement professionnel et a intégré le conseil d'administration en 2008 et du comité de direction en 2010. En outre, elle a fait partie du groupe de travail sur la publication de l'ACP, «Lignes directrices sur l'embauche», en 2011. Caroline est membre du Conseil consultatif des relations avec le gouvernement du Québec et, tout récemment, elle a été une des principales porte-parole de l'ACP pendant la Semaine nationale de la paie.

L'Association canadienne de la paie est la source de connaissances sûres sur la paie au Canada depuis 1978. L'ACP exerce son influence sur les processus et les pratiques de conformité législative de plus de 500 000 PME et grandes entreprises, de services de la paie et de fournisseurs de logiciels, ainsi que de gouvernements. Les quelque 1,5 million d'employeurs au Canada comptent sur les professionnels de la paie pour verser chaque année plus de 830 milliards de dollars en salaires et avantages imposables, 260 milliards de dollars en remises législatives aux gouvernements fédéral et provinciaux, et de plus de 90 milliards de dollars en prestations de retraite et de soins de santé, tout en se conformant à plus de 190 exigences réglementaires.



Le Leadership de la paie par la représentation et l'éducation  
[www.payroll.ca](http://www.payroll.ca)

## LA PRESSE AFFAIRES

## À L'AGENDA

■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

## AUJOURD'HUI

Ventes de maisons neuves (É.-U.)	sept.: 3,2%
	août: -0,3%
CP	BPA 3T: 1,23\$
Encana	BPA 3T: 27¢
Rogers	BPA 3T: 89¢

## LUNDI 29 OCTOBRE

Dépenses de consommation (É.-U.)	sept.: 0,1%
	août: 0,1%
Loews	BPA 3T: 72¢US
West Fraser Timber	BPA 3T: 78¢
Yamana Gold	BPA 3T: 23¢

Source: Bloomberg

## POUR NOUS JOINDRE

## DEMAIN

Nouvelles commandes de biens durables (É.-U.)	sept.: 6,8%
	août: -13,2%
Canam	BPA 3T: 9¢
Corus	BPA 4T: 35¢
Fairfax	BPA 3T: 2,80\$

## MARDI 30 OCTOBRE

Confiance des consommateurs (É.-U.)	oct.: 73,0
	sept.: 70,3
Bell Aliant	BPA 3T: 45¢
Prod. forestiers Résolu	BPA 3T: 23¢
TransCanada	BPA 3T: 55¢

## VENDREDI 26 OCTOBRE

Ind. de confiance du Michigan (É.-U.)	oct.: 82,6
	sept.: 83,1
Domtar	BPA 3T: 1,63\$
Merck & Co.	BPA 3T: 93¢US
TransAlta	BPA 3T: 23¢

## MERCREDI 31 OCTOBRE

Ind. PMI de Chicago (É.-U.)	oct.: 51,9
	sept.: 49,7
Astral Media	BPA 4T: 84¢
Suncor	BPA 3T: 81¢
Valeant Pharma.	BPA 3T: 1,12\$

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9  
lpa@lapresse.ca

## SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations: [www.les-mordus.com](http://www.les-mordus.com) ou écrivez-nous à [info@les-mordus.com](mailto:info@les-mordus.com)

	7			1				
2				8	3			5
				4				
4	6	7						9
	5						6	1
	3			9		4		
5								
	1			7	2			6
9			4		5		2	

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

## Solution du dernier sudoku

7	6	5	1	8	9	3	2	4
2	9	1	4	6	3	8	7	5
4	8	3	2	7	5	6	1	9
3	7	6	5	1	4	2	9	8
8	1	2	3	9	7	5	4	6
5	4	9	6	2	8	1	3	7
1	2	4	9	5	6	7	8	3
6	3	7	8	4	1	9	5	2
9	5	8	7	3	2	4	6	1

Niveau de difficulté : DIFFICILE

2422

Par Fabien Savary

2421

## CRISE DU VERGLAS

## Une justice à pas de tortue

STÉPHANIE GRAMMOND

Presque 14 ans après la crise du verglas, plus de 200 000 assurés recevront une indemnité de 50\$. Option consommateurs a conclu une entente à l'amiable avec 4 des 19 entreprises poursuivies qui ont accepté de verser 12,5 millions de dollars, sans admettre leur responsabilité.

Il s'agit de la Compagnie d'assurance Bélair, de la Compagnie d'assurance Allianz du Canada, d'Axa Assurances et de la Compagnie d'assurance ING du Canada. Les quatre entreprises font aujourd'hui partie d'Intact Assurance.

C'est en 2001 qu'Option consommateurs avait déposé le recours. «La plupart des polices d'assurance prévoient une clause pour couvrir les frais de subsistance. Quand leur habitation devient inhabitable, les assurés ont droit à une indemnité pour se loger et se nourrir», explique Dominique Gervais, avocate chez Option consommateurs.

Mais au cours de la crise du verglas, les assureurs ont refusé de payer, en prétendant que ce type de sinistre n'était pas couvert et qu'il n'y avait pas eu d'ordre d'évacuation, malgré les avertissements du premier ministre de l'époque, Lucien Bouchard.

À l'origine, Option consommateurs réclamait 75 \$ par



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Au cours de la crise du verglas, les assureurs ont refusé de payer, en prétendant que ce type de sinistre n'était pas couvert et qu'il n'y avait pas eu d'ordre d'évacuation, malgré les avertissements du premier ministre de l'époque, Lucien Bouchard.

jour, par assuré, ainsi que des dommages exemplaires de 250\$ par personne. Finalement, le règlement prévoit le versement de 50,92\$ par adresse. L'entente de principe doit être approuvée par la Cour supérieure vers la mi-décembre.

Tous les assurés qui détenaient

une police d'assurance dans l'une des 640 municipalités visées recevront l'indemnité, peu importe s'ils ont dû évacuer leur maison. Parmi les zones ciblées, on retrouve Montréal, Laval, les Laurentides, Lanaudière, la Montérégie, le Centre-du-Québec,

Chaudière-Appalaches et l'Estrie. Les gens qui veulent consulter la liste exacte des municipalités peuvent le faire sur le site web d'Option consommateurs ([www.option-consummateurs.org](http://www.option-consummateurs.org)) ou composer le 1 888 412-1313.

«C'est sûr que certains

assurés seront mécontents. Il y en a qui ont manqué d'électricité pendant trois semaines, et ils vont recevoir seulement 50\$. Mais c'était la façon la plus simple, la plus rapide et la plus efficace de le faire», affirme M<sup>e</sup> Gervais.

Autrement, il aurait fallu que chaque assuré remplisse un formulaire, retrouve ses reçus de 1998... «Ça aurait été vraiment compliqué!», dit l'avocate.

## S'exclure du recours

Mais il est toujours possible de s'exclure du recours en écrivant aux greffes de la Cour supérieure. Les assurés pourront ensuite poursuivre eux-mêmes leur compagnie d'assurances. Il n'est pas trop tard, car le recours collectif interrompait la prescription, explique M<sup>e</sup> Gervais.

«Mais à partir du moment où la personne s'exclut, il ne lui restera pas beaucoup de temps pour déposer sa poursuite, car nous avions déposé le recours en 2001, juste avant le délai maximal de trois ans», indique M<sup>e</sup> Gervais.

Les assurés qui sont visés par l'entente n'ont aucune démarche spécifique à entreprendre. Toutefois, ceux qui ont démenagé depuis la crise du verglas doivent faire connaître leur nouvelle adresse d'ici le 31 janvier 2013 en composant le 1 855 292-8861 ou en écrivant à [verglas98@intact.net](mailto:verglas98@intact.net).

## Le feuilleton est loin d'être terminé

STÉPHANIE GRAMMOND

Les recours collectifs sont souvent des feuilletons qui s'étirent sur de 5 à 10 ans. Mais celui de la crise du verglas pourrait se conclure 20 ans après! Déjà, c'est le plus long recours collectif de l'histoire Option consommateurs, qui compte une soixantaine de dossiers à son actif.

Même si une entente est survenue pour 200 000 assurés d'Intact Assurance, le litige est loin d'être réglé pour près de 800 000 assurés des 15 autres compagnies d'assurances poursuivies. Il s'agit de Allstate, Aviva, Desjardins, Industrielle-Alliance, La Capitale, Liberté mutuelle, Missisquoi, Optimum, Promutuel Verchères, Sécurité Assurances générales, SSQ, Traders générale, Union canadienne, Unique et Wawanesa.

La date du procès a été fixée en

## ÉVOLUTION DU NOMBRE DE RECOURS COLLECTIFS

Demandes d'autorisation de recours collectifs, en moyenne, par année au Québec

- > De 1979 à 1994 : 21,5 demandes par année
- > De 1995 à 2002 : 33,6 demandes par année
- > De 2003 à 2007 : 71 demandes par année
- > En 2010-2011 : 70 demandes

Source : L'accès à la justice civile au Québec

février 2014. Le procès devrait durer plusieurs mois. Le verdict pourrait tomber en 2015... à moins que les assureurs fassent

appel. «Ça peut aller jusqu'en Cour suprême!», s'exclame Dominique Gervais, avocate chez Option consommateurs. Dans ce cas, il faudra prévoir encore plusieurs années. Ainsi, les assurés pourraient recevoir leur indemnité 20 ans après la crise du verglas.

«C'est très, très long, avoue M<sup>e</sup> Gervais. Mais c'est un gros recours, de plusieurs millions de dollars, contre 19 entreprises. Chacune a son avocat, chacune a son agenda.» Alors, les délais s'étirent...

«C'est le lot de ces dossiers-là. Quand on demande des millions, il faut se battre. Il n'y en a pas de facile! Les gens ne voient pas tout le travail en arrière», dit Jean-Pierre Fafard, spécialiste des recours collectifs et associé chez Sylvestre, Fafard, Painchaud, le cabinet qui mène le dossier.

Néanmoins, M<sup>e</sup> Gervais croit qu'il est possible de réduire les

délais des recours collectifs. «Il y a encore beaucoup de travail pour améliorer l'accès à la justice», dit-elle.

Déjà, en 1982 et en 2003, les règles entourant les recours collectifs ont été modifiées pour abolir le droit d'appel de l'intimé et limiter le droit à la contestation de la requête, de manière à restreindre le débat judiciaire au stade de l'autorisation, note Pierre-Claude

Lafond dans son ouvrage intitulé *L'accès à la justice civile au Québec*.

Malgré les délais, M<sup>e</sup> Fafard considère que les recours collectifs restent une excellente façon de favoriser l'accès à la justice.

«Les gens ne déboursent strictement rien. On poursuit pour eux, alors que la plupart des gens ne savaient même pas qu'ils avaient la possibilité de demander des frais de subsistance, dit-il. On fait valoir des droits que les consommateurs ignorent. Ils en prennent conscience quand ils reçoivent un chèque.»

**AFFAIRES** 700

**710 OCCASIONS D'AFFAIRES**

REPRISES de finance à vendre clé en main. Investisseurs sérieux 514-966-9216

WEST-ISLAND, boul. Pierrefonds  
Bâtisse commerciale en très bon état, très bien située, plus de 10 000 pi car., très bon revenu. Inf.: 514-865-9056.

**715 FINANCEMENT**

1-514-241-7000 **Sécur Finance**  
Prêts hyp.: rés., locatifs, comm., construction  
[www.securfinance.com](http://www.securfinance.com)

1<sup>ÈRE</sup> / 2<sup>ÈME</sup> HYPOTHÈQUE ET CONSTRUCTION  
Commercial • Industriel • Résidentiel  
DENCOL, 514-342-1356 (agent protégé)

RÉFLÉCHIR aujourd'hui INVESTIR demain  
FINANCIÈRE PRÊTEC 450-688-7212

**CINÉMA**

TOUS LES SCÉNARIOS...

Tous les samedis dans  
**La Presse**

**Reitmans**  
(CANADA) LIMITÉE

**CORRECTION CLASSE A NON VOTANTES**

Avis est donné par la présente, qu'un dividende trimestriel en espèces de 0,20 \$ par action a été déclaré pour les actions de classe A non votantes de la société; lequid dividende est payable le 25 octobre 2012, aux actionnaires inscrits à la clôture des affaires le 11 octobre 2012.

**ORDINAIRES**

Avis est donné par la présente, qu'un dividende trimestriel en espèces de 0,20 \$ par action a été déclaré pour les actions ordinaires de la société; lequid dividende est payable le 25 octobre 2012, aux actionnaires inscrits à la clôture des affaires le 11 octobre 2012.

Par ordre du Conseil  
Alain Murad Vice-président,  
Affaires juridique et secrétaire  
Montréal, le 29 août 2012

APPROUVÉE PAR LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC

**ENCHÈRE SUR PLACE ET DIFFUSÉE SUR INTERNET**

**Les mercredi 24 octobre et jeudi 25 octobre à 10 h**

Examen préalable: Les lundi 22 octobre et mardi 23 octobre, de 10 h à 16 h  
710, boul. Côte-Verte, Montréal

**ANNULÉE**

Visitez [www.maynards.com](http://www.maynards.com) ou [www.hilcoind.com](http://www.hilcoind.com) pour plus d'information

LES EXTRÊMITES DE PALE DANOBAT 2004

- APPAREILS D'ÉQUILIBRAGE ET DE VÉRIFICATION SCHENCK
- CELLULES DE SOUDAGE ROBOTISÉ
- CENTRES D'USINAGE À CNC
- TOURS VERTICAUX ET HORIZONTAUX À CNC
- TOURS REVOLVER À TOURELLE À CNC, MMC ET AUTRES

Chaînes complètes de traitement thermique, d'électrodéposition et de finition

- Grande quantité de matériel de soutien d'usine
- Outils de nettoyage par grenailage
- Finition
- Vaste choix de soudeuses, tours, rectifieuses, perceuses, scies à ruban
- Vaste choix d'outils et de matières premières
- Ponts roulants
- Matériel roulant
- Chariots rétractables
- Transpalette électriques
- Chariots élévateurs à fourche, inspection, laboratoire et plus encore

Pour obtenir de plus amples renseignements, communiquez avec Mike McIntosh au 416-242-3560, ou à [mmcintosh@maynards.com](mailto:mmcintosh@maynards.com), ou avec Odd Knudsen au 647-991-6905, ou à [oknudsen@hilcocanada.com](mailto:oknudsen@hilcocanada.com)

VENTE DIRIGÉE PAR

**Maynards** SINCE 1902  
AUCTIONS | LIQUIDATIONS | APPRAISALS  
[www.maynards.com](http://www.maynards.com)

EN PARTENARIAT AVEC

**Hilco** Industrial LLC  
[www.hilcoind.com](http://www.hilcoind.com)

Heritage Global Partners  
A Legacy since 1937

**ppl** GROUP  
PROPERTY LIQUIDATION

COUNSEL RE CAPITAL LLC  
ESTABLISHED 1988

# Plastique Transco se meurt

## 143 emplois perdus à Montréal

MARTIN VALLIÈRES

Un autre manufacturier établi de longue date à Montréal rend l'âme, cette fois dans l'industrie du plastique, provoquant la perte d'au moins 143 emplois directs d'ici janvier prochain.

Plastique Transco est un fabricant de pellicules de plastique imprimées pour l'emballage de produits de consommation dans divers secteurs: les aliments et boissons, les articles vestimentaires, les articles électroniques.

La raison de sa fermeture, selon son président et coactionnaire Mitchell Herman: Transco est rendue à bout de souffle financier après «plusieurs années de pertes majeures» attribuées à la baisse des prix dans son marché et à la «vigueur soutenue du dollar canadien».

Il s'agit aussi d'une triste fin pour une PME manufacturière d'expérience, comme il en reste peu d'ailleurs à Montréal même, pour diverses raisons.

En affaires depuis 75 ans, et établie depuis longtemps dans le quartier industriel Chabanel au centre de l'île de Montréal, Transco a grandi jusqu'à un chiffre d'affaires voisinant les 50 millions de dollars par année.

À son apogée, Transco



Transco, en affaires depuis 75 ans, est établie depuis longtemps dans le quartier industriel Chabanel au centre de l'île de Montréal.

PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

réalisait la majeure partie de ses ventes à l'exportation auprès de clients américains. Elle avait alors une capacité de transformation atteignant les 16 millions de kilos de plastique (polyéthylène) par année.

Dans ce contexte, la fermeture prochaine de l'usine de Transco ne surviendra pas faute d'avoir tenté de s'en sortir autrement, selon son porte-parole externe, Stéphane

Vidal, de la firme Maison Brison.

D'une part, les dirigeants-actionnaires de Transco auraient tenté depuis plusieurs mois de trouver des partenaires d'affaires pour donner un nouveau souffle à l'entreprise.

D'autre part, il appert qu'en dépit de ses défis d'affaires, Transco s'était doté de technologies de production assez

performantes pour intéresser des acheteurs.

Ironie du sort, ou faute de mieux dans les circonstances, c'est finalement auprès de l'un de ses principaux concurrents, le groupe américain AEP Industries, que Transco a négocié la vente de ses meilleurs équipements.

Établi au New Jersey, et inscrit à la Bourse NASDAQ, AEP Industries est une entreprise

qui fait plus de 20 fois la taille de Transco en fonction du chiffre d'affaires.

Selon ses récents résultats, AEP devrait franchir le seuil du milliard de dollars US en revenus, avec un bénéfice net en redressement aux environs de 12 millions US.

AEP a convenu de payer au moins 5,3 millions US à Transco pour acheter ses principaux équipements. Après la fermeture de l'usine de Montréal, prévue pour le 18 janvier, ces équipements seront démontés dans une usine d'AEP aux États-Unis.

Dans un avis écrit obtenu par *La Presse Affaires*, le président et chef de la direction d'AEP, Brendan Barba, décrit cet achat comme «une extraordinaire occasion d'investissement». Cet achat, poursuit-il, permettra à AEP «d'agrandir sa présence déjà robuste dans l'industrie des emballages de plastique et de diversifier sa gamme de produits».

Chez Transco, l'ambiance est tout autre depuis l'annonce aux employés, lundi, de la fermeture de l'usine dans trois mois.

«C'est triste, en effet, même s'ils savaient depuis un certain temps que l'entreprise avait des problèmes. Il y a des gens de divers âge ici, certains à l'emploi de Transco depuis plusieurs années et d'autres depuis quelques mois à peine», a décrit Stéphane Vidal, porte-parole de l'entreprise.

Toujours selon M. Vidal, les dirigeants-actionnaires de Transco ont aussi mandaté une firme externe en «transition de carrière» afin d'aider ses prochains licenciés à trouver un emploi.

## NOUVEAU WORLD TRADE CENTER

### L'antenne sera finalement livrée

ANDRÉ DUBUC

À peine une semaine après que leur conflit a fait les manchettes, le Groupe ADF, d'une part, et WTC Tower 1 et les autorités portuaires de New York et du New Jersey, d'autre part, se sont entendus au sujet de la livraison de l'antenne devant chapeauter le nouveau gratte-ciel new-yorkais.

«L'antenne va être livrée d'ici la fin de novembre», confirme au téléphone Jean Paschini, président et chef de la direction du Groupe ADF, de Terrebonne. Il indique que les parties ont repris les négociations lundi dernier, quelques jours après que le conflit a été dévoilé sur la place publique.

L'affaire avait eu des échos dans les journaux la semaine dernière après le dépôt par WTC et le Port d'une poursuite contre ADF devant la Cour suprême de New York le 13 octobre, en l'accusant d'exiger une «rançon» en échange de la livraison.

Le dénouement de l'affaire réjouit l'homme d'affaires, qui ne regrette absolument pas sa décision d'avoir suspendu la livraison de l'antenne. «Tenir une antenne en otage, ce n'est pas la chose à faire, reconnaît-il. Mais entre perdre 25 millions et tenir l'antenne à Terrebonne, j'ai préféré la garder ici jusqu'à ce que tout se règle. Sinon, ça m'aurait pris 10 ans avant de régler. Ça ne me tentait pas de perdre 25 millions.»

En plus de l'antenne, Groupe ADF a fourni les structures d'acier de la tour elle-même et celles de la tour 4 et de la station de transport qui sera située sous le nouveau World Trade Center. Tous ces travaux ont entraîné des changements contractuels. Le donneur d'ordres et ADF ne s'entendaient pas sur l'ampleur des extras, d'où les poursuites et le litige entourant la livraison de la fameuse antenne.

La tour coiffée de son antenne de 400 pieds (environ 140 mètres) culminera à 1776 pieds (514 mètres), ce qui en fera le plus haut gratte-ciel de l'hémisphère Nord. Symbolisant la résistance des États-Unis au terrorisme, le One World Trade Center est érigé à Ground Zero où s'élevaient les célèbres tours jumelles détruites dans l'attentat du 11 septembre 2001.

L'action d'ADF a gagné 2 cents hier pour clôturer à 1,25 \$ à la Bourse de Toronto.

## UN INVESTISSEMENT DANS L'INTELLIGENCE EST...

Au cours des quelque 20 dernières années, un certain ralentissement des investissements dans la recherche et l'innovation, la machinerie et l'équipement, et surtout les technologies de l'information et des communications, a freiné les progrès enregistrés par le Canada sur la scène mondiale. Le Conference Board du Canada a d'ailleurs récemment attribué au pays les cotes C pour ses résultats en matière de productivité, et D pour l'innovation. Et pendant que les entreprises canadiennes faisaient du surplace, le reste de la planète connaissait une poussée spectaculaire. Des économies à croissance rapide comme celles du Brésil, de la Russie, de l'Inde et bien entendu de la Chine ont réalisé le formidable potentiel de l'investissement en technologies, tandis que les économies bien établies comme la nôtre ont perdu du terrain. Pourtant, si on fait abstraction de toutes les évaluations, de tous les chiffres et de toute la rhétorique, il se dessine une occasion des plus intéressantes de penser à l'avenir du Québec et du Canada de façon intelligente. Nous comptons sur nos leaders des secteurs privé et public pour collaborer avec nous afin de stimuler le progrès et l'innovation à l'échelle nationale.

### LES DONNÉES DERRIÈRE LES DONNÉES.

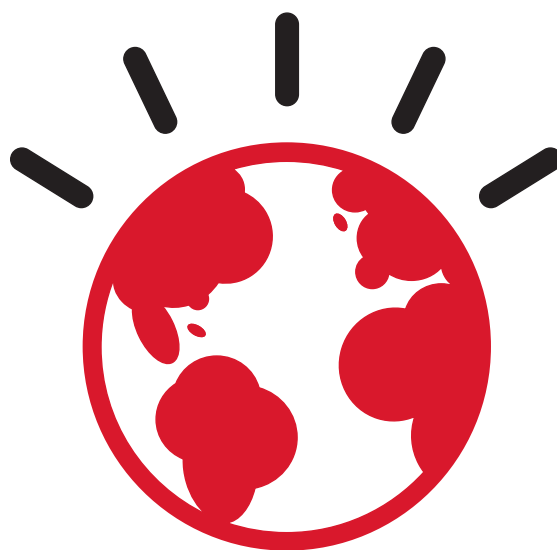
Notre monde est de plus en plus défini par les données massives. Il se crée chaque jour plus de 2,5 quintillions d'octets de données. Et noyés dans cette masse d'information se trouvent des modèles et des opportunités que seule l'analytique peut révéler. Une étude menée



Plus de 90 % des données existantes ont été créées dans les deux dernières années.

en 2011 par le *MIT Sloan Management Review* et par IBM a permis de conclure que les organisations qui choisissent d'adopter l'analytique ont

pour répondre aux besoins de la province. Cette initiative a permis de réduire de 66 % le travail d'inspection des fermes et a généré des économies



2,2 fois plus de chances de se démarquer nettement de leurs pairs. Nous avons également constaté, à la suite de l'étude mondiale qu'IBM a réalisée en 2012 auprès des chefs de la direction, que les entreprises d'ici accusent un retard sur leurs concurrents mondiaux pour ce qui est de l'accès aux données et de la transformation de celles-ci en connaissances, puis en actions. C'est pourquoi nous croyons que les données massives constituent une réelle opportunité pour le Canada.

### QUI VIENT EN PREMIER? LES DONNÉES OU LA POULE?

Prenons le cas du BC Egg Marketing Board (BCEMB), qui a commencé à utiliser l'analytique d'IBM dans la production d'œufs en Colombie-Britannique. Le BCEMB est maintenant en mesure d'intégrer et d'analyser les données liées à la production et aux inspections provenant de centaines de fermes en plus d'exécuter des calculs complexes afin de déterminer le nombre de poulets nécessaires

annuelles avoisinant 200 000 \$. Elle a également contribué à assurer la salubrité et la disponibilité des quelque 816 millions d'œufs produits chaque année.

### BÂTISSÉ UN CENTRE, LES DONNÉES AFFLUEURONT.

Afin de signifier notre engagement pour stimuler le progrès au Canada, nous avons récemment annoncé un investissement de plus de 210 millions de dollars dans le Centre de recherche et développement d'IBM Canada. IBM affirme ainsi sa volonté d'aider à accroître la compétitivité du Canada dans l'économie mondiale. Ce centre, issu d'une collaboration des secteurs public et privé, sera un véritable moteur afin d'aider le pays à rattraper

son retard en matière d'innovation et de productivité, et d'accélérer la commercialisation des fruits des travaux de recherche et développement nationaux. Les entreprises d'ici pourront ainsi exceller à la fois localement et à l'échelle mondiale.



Le Centre de recherche et développement d'IBM Canada est le fruit d'un partenariat avec les gouvernements du Canada et de l'Ontario ainsi que 7 grandes universités.

L'analytique peut aider à augmenter l'efficacité et la productivité ainsi qu'à stimuler l'innovation afin de créer de nouveaux marchés, des services plus intelligents ainsi que de nouvelles sources rentables de revenus. De plus, offrir ces services aux innovateurs peut permettre de transformer en profondeur les relations que les clients, les partenaires et la société peuvent entretenir avec une entreprise.

## ...UN INVESTISSEMENT INTELLIGENT.

Chez IBM Canada, nous croyons qu'investir dans le progrès est la meilleure façon de rendre les entreprises d'ici plus concurrentielles et notre économie plus solide, et de faire des Canadiens des acteurs importants d'une planète plus intelligente.

Rejoignez-vous à la discussion sur [twitter.com/IBMQuebec](https://twitter.com/IBMQuebec), ou allez à [ibm.com/planetaintelligente/ca](http://ibm.com/planetaintelligente/ca) pour en savoir plus.

BÂTISSONS UNE PLANÈTE PLUS INTELLIGENTE.



**JUSQU'AU  
30 NOVEMBRE 2012,  
ÉCONOMISEZ JUSQU'À 45%**  
sur les coûts d'achat et d'installation  
d'appareils à haute efficacité énergétique.\*

**15**  
**FORFAITS  
ADAPTÉS  
À VOS BESOINS  
D'AFFAIRES**



Chauffage



Cuisson



Eau chaude



**GRANDES  
ÉCONOMIES D'ÉNERGIE!**

Quel que soit votre type d'entreprise, nous avons un forfait adapté à vos exigences. Choisissez parmi nos nombreux appareils à **haute efficacité énergétique** à gaz naturel, augmentez votre performance et réalisez de grandes économies d'énergie!

\* Certaines conditions s'appliquent. Détails et conditions d'admissibilité sur notre site Web. Cette offre ne s'applique pas au remplacement d'appareils à gaz naturel.

1 800 567-1313  
gazmetro.com

**GazMétro**  
la vie en bleu



PHOTO ÉRIC PIERMONT, ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE  
Didier Lombard, président du comité stratégique d'Iris Capital, à l'époque où il était président du conseil et chef de la direction de France Telecom.

## ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

# Un fonds français débarque à Montréal

PHILIPPE MERCURE

Les cousins français sont toujours les bienvenus au Québec. Surtout lorsqu'ils débarquent avec des millions à injecter dans nos entreprises et un important réseau de contacts pour les faire grandir.

Iris Capital, un fonds français qui bénéficie du soutien des géants européens Orange et Publicis, vient d'ouvrir un bureau à Montréal. Sa mission: identifier les meilleures entreprises de la province susceptibles de se tailler une place dans la nouvelle «économie numérique», puis déployer du capital et de l'expertise pour les faire exploser.

«Sur la carte du monde, il suffit de faire quelques statistiques élémentaires pour voir qu'un endroit qui génère beaucoup de projets est le Québec. Il s'agit d'un marché qu'on connaît déjà, mais on veut y accélérer nos affaires», a dit à *La Presse Affaires* Didier Lombard, président du comité stratégique d'Iris Capital.

### Un coup signé Teralys

La venue d'Iris Capital au Québec est un coup signé Teralys, ce réservoir de capital-risque de 700 millions de dollars créé conjointement par Investissement Québec, la Caisse de dépôt et le Fonds de solidarité FTQ. Teralys a investi 15 millions dans Iris. En retour, le fonds français s'est engagé à réinvestir au moins l'équivalent de ce montant dans de jeunes entreprises québécoises, en plus d'ouvrir un bureau à Montréal. Celui-ci sera dirigé par Alexander Wiedmer, un Québécois d'origine qui vient de retraverser l'Atlantique avec sa femme et ses quatre enfants pour s'installer à Montréal après un long séjour en France.

«Iris est le meilleur fonds français en technologie et l'un des meilleurs de toute l'Europe. Avec un bureau à Montréal, il permettra aux entrepreneurs québécois de bénéficier d'une expertise et d'une portée internationale, en plus de leur donner accès aux réseaux d'affaire d'Orange et de Publicis», a dit hier Jacques Bernier, associé principal de Teralys.

Ces deux noms ont pesé lourd dans la volonté de Teralys d'attirer Iris au Québec. Orange, le Bell Canada des Français, est l'une des exploitants de télécommunications les plus importants au monde. Publicis, troisième acteur mondial de la pub et des communications, est un autre géant français particulièrement actif en communications numériques. Ensemble, ces deux

entreprises ont investi 150 millions d'euros (environ 200 millions CAN) dans Iris Capital III, plus récent fonds d'Iris Capital.

Le fait d'avoir ces multinationales dans le portait crée un double avantage. D'abord, leur connaissance du marché aide les financiers à identifier les meilleures entreprises sur lesquelles miser. Mais surtout, les deux géants peuvent ensuite mettre leur savoir-faire et leurs réseaux au service des entreprises qui reçoivent les investissements, maximisant leurs chances de succès.

«Sur la carte du monde, il suffit de faire quelques statistiques élémentaires pour voir qu'un endroit qui génère beaucoup de projets est le Québec. Il s'agit d'un marché qu'on connaît déjà, mais on veut y accélérer nos affaires.»

— Didier Lombard, président du comité stratégique d'Iris Capital

Iris Capital ne sera pas complètement dépaycé au Québec. Fondée en 1986, la firme a déjà réalisé sept investissements dans la province totalisant 50 millions. Le groupe faisait notamment partie des premiers investisseurs de Cinar, se retirant bien avant les problèmes qui ont suivi. Il a aussi soutenu l'ancien Microcell, devenu Fido depuis.

«Le fait d'avoir un bureau à Montréal nous permettra de voir encore plus d'occasions et d'accélérer nos affaires ici», a dit Alexander Wiedmer.

### Migration vers le web

Iris prévoit maintenant que de grands pans de l'économie traditionnelle migreront vers le web.

«On pense qu'il y a là un gisement important, et on ne veut pas laisser ça à quelques groupes de la Silicon Valley», a dit Didier Lombard.

L'investissement dans Iris représente le 11<sup>e</sup> de Teralys depuis sa création, en 2009. Ses dirigeants disent vouloir déployer l'argent dans des fonds de taille suffisante pour faire une différence, qui possèdent à la fois un bon historique de rendement et des liens internationaux et qui sont dirigés par des financiers qui connaissent le terrain.

## PRÉCISION

### LIBRE-ÉCHANGE CANADA-UE

La Presse Canadienne a erronément rapporté, lundi, que le chef de la délégation de l'Union européenne (UE) au Canada a laissé entendre que les négociations en vue de conclure un accord de libre-échange entre les deux régions pourraient se poursuivre pendant encore une année. En fait, Matthias Brinkmann a dit que les pourparlers pourraient se poursuivre jusqu'en 2013.

# La Banque du Canada maintient le cap

## Le taux directeur est fixé à 1% pour la 17<sup>e</sup> fois d'affilée



RUDY LE COURS

Contre vents et marées, l'expansion de l'économie canadienne se poursuit au point où elle aura atteint son plein potentiel dans un an.

Voilà pourquoi la Banque du Canada maintient sa volonté de resserrer quelque peu les conditions de crédit, sans préciser quand elle entend augmenter son taux directeur. Elle l'a fixé hier à 1% pour une 17<sup>e</sup> fois d'affilée. Il est à cette hauteur depuis septembre 2010.

« Au fil du temps, une réduction modeste de la détente monétaire sera probablement nécessaire, de façon à atteindre la cible d'inflation de 2%, lit-on dans le communiqué publié ce matin. Le moment et le degré de toute réduction seront évalués avec soin, en fonction de l'évolution économique à l'échelle internationale et nationale, y compris l'évolution des déséquilibres dans le secteur des ménages. »

### Resserrer le crédit

Il s'agit là d'une volonté de resserrer moins imminente que celle évoquée dans ses communiqués précédents bien que notre banque centrale soit toujours la seule du G7 à affirmer vouloir éventuellement resserrer le crédit.

Ainsi, dans le communiqué de septembre, on lisait plutôt: « Dans la mesure où l'expansion économique se poursuit et l'offre excédentaire au sein de l'économie se résorbe graduellement, il se peut qu'une

réduction modeste de la détente monétaire considérable actuellement en place au Canada devienne appropriée, de façon à atteindre la cible d'inflation de 2% à moyen terme. »

La nouvelle formulation a confondu les experts, certains y voyant un durcissement de ton, d'autres le simple désir d'affirmer qu'une baisse de taux n'est pas dans le plan de match même si une hausse de taux n'est envisageable que vers la fin de l'an prochain.

### La nouveauté automnale

Pour les premiers, « la grande nouveauté automnale concerne la préoccupation grandissante de la Banque du Canada envers le gonflement de la dette des ménages », juge Sébastien Lavoie, économiste en chef adjoint chez Valeurs mobilières Banque Laurentienne. Il rappelle que l'endettement des ménages équivaut à 90% de la taille de l'économie canadienne. « Il s'agit d'un seuil où la stabilité financière d'un pays est typiquement plus vulnérable à une perturbation économique d'origine domestique ou externe », précise-t-il.

La Banque prévoit que le niveau d'endettement va se stabiliser en 2014, mais se réserve désormais le droit d'intervenir pour que cette prévision se concrétise même si la croissance de l'économie ou la progression de l'inflation ne justifierait pas un resserrement.

Pour les autres comme Paul-André Pinsonneau et Krishen Rangasamy, de la Banque Nationale, « il y a deux facteurs importants qui pourraient empêcher la Banque d'appuyer sur la



Mark Carney, gouverneur de la Banque du Canada.

PHOTO CHAD HIPOLITO, LA PRESSE CANADIENNE

gâchette au cours des prochains temps»: la vigueur persistante du dollar canadien et l'effet des nouvelles mesures de resserrement des règles hypothécaires adoptées en juillet sans compter les conséquences de l'affaiblissement de croissance mondiale.

### La situation à Calgary

« La seule ville d'importance dont le marché de la revente est en hausse par rapport à l'an dernier est Calgary, tandis que Vancouver et Toronto traversent une correction qui dépasse de beaucoup les 10% », renchérit Derek Holt, économiste chez Scotia Capitaux.

La Banque modifie bien légèrement ses prévisions de croissance qu'elle estime à 2,2% pour l'année en cours, à 2,3% l'an prochain et à 2,4% en 2014. En juillet, elle pariait plutôt sur 2,1%, 2,3% et 2,5%.

Le renforcement de la prévision de 2012 découle de la révision des comptes nationaux faite par Statistique Canada dernièrement. L'expansion aura été plus robuste que perçue jusque-là en seconde moitié de 2011, ce qui aura donné plus d'allant à l'économie en début de 2012.

Les autorités monétaires s'attendent à ce que la faible marge de capacités inutilisées

(l'écart de production) se résorbe graduellement au cours de l'an prochain et que le taux d'inflation revienne à 2% d'ici la fin de 2013, quand l'économie aura retrouvé son plein potentiel, estimé en 2014 à 2,4%. En septembre, le taux d'inflation était de 1,2% seulement.

La croissance canadienne sera encore mue par la consommation des ménages et les investissements des entreprises tandis que la construction ralentira et que les exportations ne retrouveront leur niveau d'avant récession qu'en 2014.

Les détails de son nouveau scénario économique seront dévoilés aujourd'hui.

# CŒUR:

Si on se procure une Audi, je paie la première mensualité.

# TÊTE:

La première mensualité est gratuite. Mais bien essayé.



### Audi Q5 2.0 TFSI quattro<sup>MD</sup> 2013

LOCATION À PARTIR DE **498 \$** par mois avec acompte de 3 958 \$

TAUX DE LOCATION DE **4,9 %** pendant 36 mois

PREMIÈRE MENSUALITÉ GRATUITE\*\*  
DÉPÔT DE SÉCURITÉ: 0\$.

L'OFFRE PREND FIN LE 31 OCTOBRE.

### Votre cœur et votre tête pourront enfin s'entendre.

Procurez-vous le Q5 et son moteur 2.0 TFSI<sup>MD</sup> à rendement remarquable, sa légendaire traction intégrale quattro<sup>MD</sup> et son intérieur spacieux sans aucun dépôt de sécurité, et obtenez, en plus, la première mensualité gratuite. Pour un temps limité, profitez de cette offre avantageuse et de plusieurs autres sur tous nos modèles. Visitez [audi.ca](http://audi.ca) dès aujourd'hui.

L'ÉVÈNEMENT  
**CŒUR**  
ET  
**TÊTE**

Vorsprung durch Technik



### AUDI NIQUET

1917, boul. Sir-Wilfrid-Laurier, route 116  
Saint-Bruno  
T: 450.653.7553  
[audi.ca/niquet](http://audi.ca/niquet)

### PARK AVENUE AUDI

9800, boul. Taschereau  
Brossard  
T: 450.445.4811  
[audi.ca/park-qc](http://audi.ca/park-qc)

### AUDI POPULAR

5442, rue Saint-Hubert  
Montréal  
T: 514.270.3566  
[audi.ca/popular](http://audi.ca/popular)

### AUDI LAUZON

2400, boul. Chomedey  
Laval  
T: 450.688.1120  
[audi.ca/lauzon](http://audi.ca/lauzon)

### AUDI PRESTIGE

5905, route  
Transcanadienne  
Saint-Laurent  
T: 514.364.7777  
[audi.ca/prestige](http://audi.ca/prestige)

### AUDI PRESTIGE DDO

4600A, boul. Saint-Jean  
Dollard-des-Ormeaux  
T: 514.426.7777  
[audi.ca/prestige-west](http://audi.ca/prestige-west)

## MARCHÉS BOURSIERS

## À la recherche d'une croissance forte



**JEAN GAGNON**  
COLLABORATION SPÉCIALE  
**LA SÉLECTION**

« Nous nous adressons aux investisseurs qui sont à la recherche d'entreprises américaines et asiatiques à petite et moyenne capitalisation dont la croissance est supérieure à la moyenne. » C'est en ces termes que Randall Kelly, chef de la direction, décrit le créneau de Formula Growth Limited, une firme de gestion de portefeuilles établie à Montréal depuis 1960.

La firme regroupe 16 professionnels du placement et a des bureaux satellites à New York et à Hong Kong. Ses actifs sous gestion totalisent 500 millions de dollars.

« Grâce à un réseau d'information bien implanté, nous effectuons une recherche fondamentale exhaustive auprès des entreprises, incluant des rencontres avec leurs dirigeants », explique Randall Kelly. Voici quelques-uns de ses choix.

**COPA Airlines (CPA)**

Ce transporteur établi à Panama dessert les Amériques et devient rapidement un acteur important dans une région à forte croissance. « Nous prévoyons une augmentation des ventes de 15-18 %, et une croissance des flux de trésorerie et des bénéfices encore plus rapide », dit Randall Kelly. Le bénéfice par action pourrait atteindre 9 \$ en 2013, soit un ratio cours/bénéfice inférieur à 10 au cours actuel, alors que le titre a plutôt l'habitude de se négocier à 13 fois ses profits. Le développement des économies des pays d'Amérique latine et la reprise de l'économie américaine entraîneront une augmentation du trafic aérien vers et en provenance des principales villes d'Amérique du Sud. « Nous croyons que la rentabilité de l'entreprise surprendra les investisseurs grâce à l'ajout de nouvelles destinations et l'augmentation de la fréquence de ses vols », dit le gestionnaire qui fixe un cours cible pour 2013 de 120 \$, soit une hausse de 35 % du cours actuel.

Une hausse du prix du pétrole demeure toutefois un facteur de risque non négligeable.

que Netflix constitue toutefois un élément de risque à considérer.

**Coinstar Inc (CSTR)**

L'entreprise établie dans l'État de Washington exploite des machines distributrices qui comptent et échangent la monnaie dans les commerces de détail. Elle s'occupe aussi de location de films et de vente de billets de spectacles. Elle se spécialise également dans le recyclage de composants électroniques, tels les cellulaires. « Nous prévoyons une croissance des ventes de 10-15 % en 2013, ce qui générera des bénéfices par action de 5 \$ », dit Randall Kelly. Coinstar prépare une association avec Verizon afin de concurrencer Netflix dans la distribution de vidéos. L'entreprise profite également de la faillite de Blockbuster pour augmenter ses parts de marché dans le secteur lucratif de la location de films. M. Kelly croit que le titre pourrait atteindre 75 \$ en 2013. Les actions s'échangent présentement à 44,65 \$.

Le fait de s'attaquer à un concurrent aussi bien établi

**Carmike Cinemas (CKEC)**

Cette société possède des cinémas dans plusieurs États américains tout en visant un créneau particulier, soit celui des localités de petite ou moyenne taille n'excédant pas 100 000 habitants. Les ventes sont en hausse de 10 % en 2012 et les profits avant dépréciation et amortissement, de 25 %. Elle devrait profiter d'un bon achalandage dans les salles de cinéma durant le quatrième trimestre. « Carmike Cinemas pourrait être la cible d'une acquisition à un prix qui inclurait une prime généreuse », estime Randall Kelly. Elle pourrait de plus commencer à verser un dividende au cours des 12 prochains mois. L'action se négocie actuellement à 13,11 \$, et le cours cible pour 2013 est de 21 \$.

L'attentat dans un cinéma au Colorado en juillet pourrait toutefois avoir un effet négatif sur les ventes.

**Stella International (1836: HK)**

Cette entreprise de Hong Kong fabrique et vend des chaussures haut de gamme et compte parmi ses clients des noms tels Prada, Gucci et Chanel. Elle possède ses propres chaînes de détaillants en Asie, soit Stella Luna et What For. Stella Luna exploite 233 magasins, dont 206 en Chine. Pour 2013, on prévoit une croissance des ventes de 14 % et une hausse des bénéfices de 23 %. « L'entreprise est en voie de signer de nouveaux contrats comportant de meilleures marges bénéficiaires tout en se défaisant d'autres à plus faibles marges », explique Randall Kelly. Le cours cible pour 2013 se situe à 31 dollars de Hong Kong, une hausse de près de 50 % du cours actuel.

Le maintien de sa capacité de production et de la demande pour ses produits sont les principaux facteurs de risque.



NOTRE SPÉCIALISTE  
**RANDALL KELLY**  
chef de la direction  
de Formula Growth  
Limited

## UNITED TECHNOLOGIES

## Le bénéfice recule, on abaisse les prévisions

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Le conglomérat américain United Technologies (UTC) a annoncé hier un bénéfice en recul de 3 %, mais meilleur qu'attendu, assorti d'un chiffre d'affaires inférieur aux prévisions de Wall Street, tandis que les prévisions de ventes annuelles ont été abaissées.

Le bénéfice net part du groupe a reculé de 4 %, à 1,2 milliard US, pâtissant d'une hausse des coûts d'exploitation et d'une augmentation des

intérêts versés par le groupe liés à sa dette, même si les dépenses fiscales ont baissé.

Par action, le bénéfice ressort à 1,37 \$US hors éléments exceptionnels. Les analystes tablaient sur 1,18 \$US.

Le chiffre d'affaires a progressé de 6 %, à 15,0 milliards US, notamment grâce aux acquisitions, alors que les analystes misaient sur 15,5 milliards US.

Les ventes hors acquisitions ont reculé de 2 % et les taux de change ont également eu un impact négatif.

« L'intégration de Goodrich et IAE » (International Aero Engines), dont les rachats ont été conclus l'été dernier, « démarre bien avec une performance sous-jacente robuste dans les deux activités », a commenté Louis Chênevert, PDG d'United Technologies.

Le PDG a néanmoins noté « le manque de reprise » de l'aérospatiale civile, notamment des satellites, « et les incertitudes persistantes sur l'économie mondiale ». « Nous prévoyons maintenant des ventes de 58 milliards US pour 2012 »,

a-t-il ajouté, alors que le groupe tablait jusqu'ici sur une fourchette de 58 à 59 milliards US.

Les analystes tablaient jusqu'à présent sur 58,5 milliards US.

Les prévisions de bénéfice ont été maintenues entre 5,25 \$US et 5,35 \$US.

Le conglomérat, qui souffre depuis des mois du ralentissement de l'économie mondiale, avait obtenu, à la fin de juillet, le feu vert des autorités américaines et européennes pour acquérir l'équipementier Goodrich, une opération à 18,4

milliards US qui lui permet de se recentrer sur l'aéronautique.

Désormais, entre 45 % et 50 % de l'activité du groupe sera réalisée dans ce domaine.

Au troisième trimestre, les ventes d'ascenseurs Otis ont reculé de 8 %, notamment à cause d'un effet de change négatif. Les systèmes de chauffage et climatisation ont également reculé de 13 %, mais les ventes de moteurs Pratt & Whitney ont bondi de 15 % et celles des systèmes de sécurité (UTC Fire and Security) ont doublé grâce aux acquisitions.

**Crédit La Banque TD achète le portefeuille de cartes de Target**

TORONTO — Le Groupe Banque TD a annoncé hier une entente avec Target Corporation dans le cadre de laquelle la TD fera l'acquisition du portefeuille de cartes de crédit Visa et de cartes de crédit de marque privée de Target aux États-Unis, dont la créance brute s'élève actuellement à environ 5,9 milliards US.

De plus, les deux entreprises ont conclu une entente s'étalant sur une période de sept ans dans le cadre de laquelle la TD devient l'émetteur exclusif de la carte Visa Target et de cartes de crédit de marque privée à l'intention des clients de Target aux États-Unis.

La TD fera l'acquisition de plus de 5 millions de comptes actifs de cartes

de crédit Visa et de cartes de crédit de marque privée. De plus, la TD financera les créances relatives aux comptes Visa de Target existants et tous les nouveaux comptes et comptes existants de marque privée de Target aux États-Unis.

La TD et Target se partageront les profits générés par les portefeuilles, Target conservant la participation la plus importante. Target sera responsable de tous les aspects de l'exploitation et du service à la clientèle, et assumera la plus grande part des coûts d'exploitation des actifs en question.

Hier, à la Bourse de Toronto, le titre de la Banque TD a reculé de 83 cents, à 82,09 \$.

— La Presse Canadienne

**RBC Achat des activités canadiennes d'Ally**

TORONTO — La Banque Royale a conclu une entente visant l'acquisition des activités de financement automobile et de dépôt d'Ally Financial au Canada pour la somme de 1,4 milliard de dollars, déduction faite de capitaux excédentaires.

Sous réserve de certaines conditions de clôture, l'opération se soldera par une contrepartie totale se situant entre 3,1 et 3,8 milliards, selon le montant du dividende prélevé par le vendeur avant la conclusion de l'opération.

Ally Canada offre du financement sur stocks à plus de 580 concessionnaires automobiles du pays.

Les entités juridiques acquises sont Ally

Credit Canada et ResMor Trust Company. La valeur comptable des actifs acquis au 30 septembre 2012 s'élevait à 3,4 milliards, montant qui ne tient pas compte du dividende prélevé avant la conclusion de l'opération. L'investissement net de 1,4 milliard comprend une prime de 600 millions par rapport à la valeur comptable.

RBC s'attend à ce que les activités d'Ally Canada permettent à elles seules de dégager un bénéfice net d'environ 120 millions au cours des 12 mois suivant la conclusion de l'opération.

Hier, à la Bourse de Toronto, le titre de la Banque Royale a chuté de 1,66 \$, à 56,94 \$.

— La Presse Canadienne

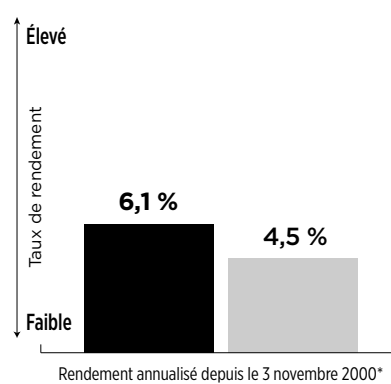
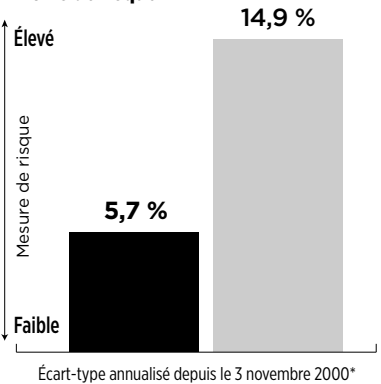
**« JE N'INVESTIS PAS. C'EST TROP RISQUÉ. »**

La volatilité des marchés a poussé bien des gens à ne plus investir du tout. Mais il existe des solutions, comme les obligations de sociétés à rendement élevé, lesquelles procurent des rendements semblables aux actions, mais avec moins de risque.

Le **Fonds d'obligations de sociétés Mackenzie Sentinelle** offre un potentiel de rendements supérieurs et moins de fluctuations.

**PRENEZ LE CONTRÔLE.**

Veuillez communiquer avec votre conseiller ou visitez [placementsmackenzie.com/rendementeleve](http://placementsmackenzie.com/rendementeleve) pour d'autres idées.

**Rendements semblables****Moins de risque**

	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	Depuis le lancement 3/11/2000*
Fonds d'obligations de sociétés Mackenzie Sentinelle (Série A)	13,8 %	9,3 %	6,2 %	7,0 %	6,1 %
Indice composé de rendement global S&P/TSX	9,2 %	5,5 %	0,2 %	9,8 %	4,5 %

Source : Morningstar, au 30 septembre 2012

**Mackenzie**  
PLACEMENTS

Les placements dans les fonds communs peuvent donner lieu à des courtages, des commissions de suivi, des frais de gestion et d'autres frais. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les taux de rendement indiqués correspondent au rendement annuel composé historique total et tiennent compte des variations de la valeur unitaire et du réinvestissement de toutes les distributions, exclusion faite des frais d'acquisition, frais de rachat, frais de distribution, autres frais accessoires ou impôts sur le revenu payables par tout porteur de titres et qui auraient réduit le rendement. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur varie fréquemment et leur rendement antérieur peut ne pas se reproduire. L'écart-type est une mesure du risque historique du fonds; le risque futur peut différer. Les investisseurs devraient consulter un fiscaliste à propos de l'écart entre le rendement du fonds et le rendement boursier et songer à investir dans un fonds d'obligations de sociétés fiscalement efficient. Rendement au 30 septembre 2012. \*Date de fusion avec un fonds plus important ayant eu une incidence notable sur le fonds. Le rendement de l'indice ne tient pas compte de l'incidence des frais, commissions et charges payables par les investisseurs dans des produits de placement qui cherchent à reproduire un indice.

# Les résultats décevants ébranlent les Bourses

LA PRESSE CANADIENNE  
ET AGENCE FRANCE-PRESSE  
REVUE  
BOURSIÈRE

La Bourse de New York a été ébranlée hier par une salve de résultats décevants et de prévisions moroses de la part de grandes entreprises, de mauvais augure pour l'état de l'économie mondiale.

L'indice Dow Jones a perdu 243,36 points (-1,8%), à 13 102,53 points, et le NASDAQ, à dominante technologique, 26,50 points (-0,9%), à 2990,46 points.

L'indice élargi Standard and Poor's 500 a lâché 1,4%, soit 20,70 points, à 1413,12 points. Après la publication de

chiffres contrastés par plusieurs poids lourds de la cote depuis le début de la saison des résultats du troisième trimestre, «les bilans particulièrement mauvais de DuPont et de 3M (voir textes ci-dessus) pèsent vraiment sur les marchés», a indiqué Andrew Fitzpatrick, de Hinsdale Associates.

«Ce sont deux entreprises multinationales et leurs résultats témoignent de la faiblesse de l'économie à l'étranger, en particulier en Europe, et révèlent l'ampleur du ralentissement de l'économie mondiale, qui affecte les profits des sociétés», a-t-il expliqué.

«Depuis jeudi et les mauvais résultats de Google, l'attention est de nouveau portée sur la microéconomie»,

a souligné Art Hogan, de Lazard Capital Market.

Si les bénéfices des entreprises semblent en moyenne rester plus ou moins conformes ou supérieurs aux attentes, «les chiffres d'affaires

«les nouvelles sur la crise de la dette souveraine en Europe, avec l'Espagne qui redevient un problème», a remarqué M. Hogan.

La Banque d'Espagne a indiqué hier que la récession

«Les bilans particulièrement mauvais de DuPont et de 3M pèsent vraiment sur les marchés.»

— Andrew Fitzpatrick, de Hinsdale Associates

sont souvent bien au-dessous des estimations et les prévisions pour le prochain trimestre ou l'année prochaine sont mauvaises», a-t-il ajouté.

À ces chiffres médiocres se sont ajoutées aujourd'hui

devrait se prolonger dans le pays au troisième trimestre, avec un produit intérieur brut (PIB) attendu en recul de 0,4%, au lendemain de l'annonce par l'agence d'évaluation financière Moody's

de l'abaissement de la note de cinq régions espagnoles, en raison de l'aggravation de leurs problèmes de financement.

La Bourse de Toronto a clôturé en baisse de près de 200 points. L'indice composé S&P/TSX a reculé de 177,71 points pour terminer à 12 225,84 points.

Le dollar canadien a reculé de 0,01 cent US, à 100,74 cents US, après que la Banque du Canada eut maintenu son taux d'intérêt directeur à 1%, tout en rappelant qu'elle le ferait grimper éventuellement.

Le cours du pétrole brut a cédé 1,98\$US, à 86,67\$US le baril, à la Bourse des matières premières de New York, un creux de trois mois attribuable à l'incertitude entourant la demande pour l'or noir.

L'agence Moody's Investor Services a en outre réduit la note de cinq régions de l'Espagne au niveau de pacotille, ce qui a lancé une nouvelle ronde de craintes par rapport à la crise de la dette en Europe.

L'action de BCE a chuté de 42 cents, à 42,31\$, et le titre de Bombardier a glissé de 3 cents, à 3,73\$.

## DuPont Prévisions abaissées

NEW YORK — Le groupe américain de chimie DuPont a révisé fortement ses objectifs de résultats annuels pour 2012 et annoncé la suppression d'environ 1500 postes dans le monde d'ici 18 mois, en dévoilant hier un bénéfice net en chute libre au troisième trimestre.

Le bénéfice ressort à 10 millions US, comparativement à 452 millions US un an plus tôt. Ajusté par action (hors éléments exceptionnels), il s'établit à 32 cents US, ce qui est bien inférieur aux prévisions des analystes qui attendaient en moyenne 47 cents US.

DuPont a révisé ses prévisions annuelles: son résultat à données comparables devrait se situer dans une fourchette de 3,25\$US à 3,30\$US par action, comparativement au bas d'une fourchette de 4,20\$US à

4,40\$US prévue encore en juillet. L'an dernier, il avait été de 3,55\$US par action.

Le groupe a également annoncé un plan de restructuration destiné à réaliser environ 450 millions US d'économies avant impôts par année, dont 300 millions US dès 2013, qui va passer par la suppression d'environ 1500 emplois dans le monde dans les 12 à 18 prochains mois.

Le coût de ce plan de restructuration est estimé à environ 210 millions US, dont 152 millions US supportés dès le troisième trimestre et le reste au quatrième trimestre, selon les documents présentés au cours d'une téléconférence.

Le titre DuPont s'est enfoncé de 9,1%, à 45,25\$US hier, à la Bourse de New York.

— Agence France-Presse

## 3M Bénéfice en hausse, mais année moins bonne que prévu

NEW YORK — Le groupe diversifié américain 3M a annoncé hier un bénéfice en hausse et conforme aux prévisions pour le troisième trimestre, mais son chiffre d'affaires a déçu et ses prévisions annuelles ont été abaissées.

Le bénéfice net part du groupe a progressé de 6,7%, à 1,2 milliard US comme attendu, soit 1,65\$US par action, «un record», a souligné le groupe dans un communiqué.

Le chiffre d'affaires s'est toutefois effrité (-0,4%) à 7,5 milliards US, pâtissant notamment d'un effet de change négatif, alors que les analystes attendaient 7,6 milliards US.

Le groupe, citant «les réalités économiques actuelles», a par ailleurs abaissé ses prévisions de bénéfice pour l'année en cours, désormais attendu entre 6,30\$US et 6,38\$US par action hors éléments exceptionnels, comparativement à 6,35\$US à 6,50\$US par action attendus jusque-là hors éléments exceptionnels.

3M table sur une croissance nulle des ventes sur l'année, avec une progression brute de 2 à 2,5%, mais qui devrait être annulée par un effet de change négatif de 2,5%.

L'action a reculé de 3,8%, à 88,73\$US hier, à la Bourse de New York.

— Agence France-Presse



### Investissez en toute tranquillité.

Pour investir en toute confiance, choisissez Fonds communs Manuvie. Nos 125 années d'expérience dans le secteur de la gestion financière nous ont permis d'acquérir une expertise en matière de fonds communs et de nous distinguer de nos concurrents. Notre équipe mondiale de gestionnaires administre un portefeuille diversifié de fonds de très grande qualité pour vous aider à préparer votre avenir.

Parlez-en à votre conseiller ou visitez [fondscommunsmanuvie.ca](http://fondscommunsmanuvie.ca)



**Fonds communs Manuvie**

Pour votre avenir<sup>SM</sup>

## LA PRESSE AFFAIRES

SONDAGE BMO

# Des Canadiens en détresse hypothécaire

LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Un nouveau sondage indique que les propriétaires de maison canadiens ont réduit leurs dépenses au cours de la dernière année de manière à pouvoir faire leurs paiements hypothécaires. Les trois quarts d'entre eux auraient l'impression que leur situation financière deviendrait très serrée advenant une hausse même modeste des paiements hypothécaires.

Ainsi, selon un rapport produit par la Banque de Montréal, le tiers des propriétaires interrogés ont indiqué qu'ils avaient déjà réduit leurs dépenses tandis que 25 % des sondés ont précisé qu'ils avaient abaissé le montant de leurs épargnes. En outre, 17 % ont dû piger dans leurs économies pour honorer leurs obligations hypothécaires.

Par ailleurs, 72 % des personnes qui ont participé au sondage signalent qu'ils subiraient de fortes contraintes si une modeste hausse de

**Le tiers des propriétaires interrogés ont indiqué qu'ils avaient déjà réduit leurs dépenses tandis que 25 % des sondés ont précisé qu'ils avaient abaissé le montant de leurs épargnes.**

leurs paiements hypothécaires survient, comme à la suite d'une augmentation des taux d'intérêt.

Toujours d'après ce sondage, 16 % indiquent qu'une majoration de 10 % des paiements

hypothécaires ferait en sorte qu'ils risqueraient de ne plus être en mesure de posséder une maison.

Il reste que les propriétaires semblent relativement confiants en ce qui a trait au marché et 46 % des répondants disent qu'ils projettent d'acheter une propriété au cours des cinq prochaines années.

Toutefois, le niveau d'intérêt appliqué à l'achat d'une maison chute à 36 % dans l'éventualité d'une augmentation de 5 % du prix des maisons.

Le sondage, effectué par Pollara en septembre dernier, décrit l'humeur des propriétaires à la suite de l'entrée en vigueur des nouvelles règles touchant les prêts hypothécaires en juillet dernier et avant la plus récente annonce par la Banque du Canada, hier, relative aux taux d'intérêt.

Les économistes ont fait observer que la politique de

la banque centrale consistant à maintenir son taux directeur à 1 %, qui forme la base du taux préférentiel pratiqué par les banques pour leurs prêts, a contribué à la hausse continue du prix des maisons et aux niveaux dangereux de l'endettement des ménages.

Au cours d'une récente révision, Statistique Canada a indiqué que le ratio d'endettement des ménages s'établissait à 163 % de leurs revenus, soit à peu près le niveau atteint aux États-Unis avant l'effondrement du marché immobilier de 2007-2008.

Si le sondage de la Banque de Montréal indique que 92 % des personnes sondées estiment que l'endettement est un problème majeur, on observe que seulement 19 % d'entre eux reconnaissent que l'endettement des ménages est un problème pour eux.

## Le bien-être des Canadiens mis à mal

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le niveau de la qualité de vie des Canadiens a chuté de 24 % entre le début de la récession, en 2008, et 2010, révèle l'Indice de bien-être compilé par des chercheurs de l'Université de Waterloo. L'économie canadienne, pendant ce temps, a enregistré un recul de 8,3 %, avant de renouer avec la croissance à la fin de 2010.

Selon l'ex-premier ministre de la Saskatchewan Roy Romanow, qui est le coprésident du conseil responsable de la supervision de cet indice, la qualité de vie des Canadiens ne s'est que peu améliorée lorsque l'économie enregistrerait de la croissance.

Le recul du bien-être de la population a cependant été beaucoup plus important lorsque l'économie est entrée en récession, poursuit-il.

La même tendance apparaît dans les données des deux dernières décennies. L'indice, rassemblant 64 indicateurs, est principalement assemblé à l'aide de données provenant de Statistique Canada.

Entre 1994 et 2010, le produit intérieur brut (PIB) canadien a crû de 29 %, tandis que la qualité de vie ne s'est améliorée que de 5,7 %.

Le rapport sur cet indice, qui doit être publié mardi, souligne que, en dépit des années de prospérité, la croissance économique ne s'est pas transformée en gains significatifs en termes de bien-être.

« Le recul considérable vécu par les Canadiens depuis 2008 est encore plus inquiétant », mentionne le document.

Des chercheurs ont passé des années à mettre sur pied une méthodologie et à recueillir des données pour développer l'indice, qui doit représenter une amélioration par rapport au PIB en tant que mesure du niveau de « progression » de la population canadienne.

## Les ventes au détail augmentent

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Les ventes au détail ont augmenté de 0,3 % pour atteindre 39,1 milliards de dollars en août, a indiqué hier Statistique Canada.

Une fois les effets des variations de prix supprimés, particulièrement les prix plus élevés des aliments et de l'essence, le volume des ventes au détail a diminué de 0,3 %, a précisé l'agence fédérale.

En dollars courants, des hausses ont été observées dans 5 des 11 sous-secteurs,

lesquels représentent 53 % des ventes totales du commerce de détail.

Parmi tous les sous-secteurs, la hausse en dollars la plus marquée a été celle de 2,9 % observée dans les stations-services, qui est attribuable à l'augmentation des prix à la pompe.

Les ventes des magasins de fournitures de tout genre ont augmenté pour le deuxième mois consécutif, en hausse de 0,6 % en août. Les recettes des magasins d'alimentation ont augmenté de 0,3 %. Il s'agit de

la troisième hausse en quatre mois. Les ventes des magasins d'articles de sports, d'articles de passe-temps, d'articles de musique et de livres ont progressé de 1 % en août, ce qui a plus que contrebalancé les baisses observées en juin et en juillet.

Les ventes des magasins de détail divers ont baissé pour le deuxième mois d'affilée, diminuant de 3,1 %. Les ventes des magasins de vêtements et d'accessoires vestimentaires ont reculé pour le troisième mois d'affilée, en baisse de

1,1 %. Les recettes des marchands de véhicules automobiles et de leurs pièces ont connu une légère baisse de 0,2 %.

Les ventes au détail ont augmenté dans six provinces en août. L'Ontario (+0,6 %) a déclaré la hausse la plus marquée en dollars, après avoir connu des ventes stables en juillet. La Nouvelle-Écosse (+2,8 %) a déclaré sa deuxième progression mensuelle consécutive, les hausses ayant été généralisées dans l'ensemble des types de magasins.

### AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

**Avis d'appel de propositions**  
**IMM-12-001**

pour 14 h 00  
heure locale

le jeudi 22 novembre 2012

**IMMEUBLES À VENDRE À MONTRÉAL (RIVIÈRE-DES-PRAIRIES)**

**Terrains vacants situés sur la 3<sup>e</sup> Rue et le boul. Maurice-Duplessis, entre la 57<sup>e</sup> et 58<sup>e</sup> Avenue**

PARCELLE A: LOTS 3 858 510 ET 3 858 511 d'une superficie 722.3m<sup>2</sup>  
 PARCELLE B: LOT 3 858 512 d'une superficie 414.5m<sup>2</sup>  
 PARCELLE C: LOTS 3 858 561 ET 3 858 562 d'une superficie 487.7m<sup>2</sup>  
 Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

**MISE À PRIX:**

**PARCELLE A: 190 000 \$**  
**PARCELLE B: 133 000 \$**  
**PARCELLE C: 156 000 \$**

**Cet appel de propositions s'applique à l'une ou l'autre des parcelles.**

Un dépôt représentant 10 % du montant offert, remboursable à certaines conditions, doit accompagner l'offre. Le règlement doit être effectué par mandat ou par chèque visé tiré sur une banque à charte canadienne ou une caisse populaire, fait à l'ordre d'Hydro-Québec.

Les conditions du présent appel de propositions sont stipulées dans un document qui peut être obtenu moyennant le paiement par chèque **uniquement**, libellé à l'ordre d'Hydro-Québec, d'une somme de 50,00 \$ toutes taxes incluses. Ce montant est non remboursable. Ce document peut être consulté sur place du lundi au vendredi inclusivement, de 8 h 00 à 16 h 00, à l'endroit suivant:

**HYDRO-QUÉBEC**  
**Bureau de réception des soumissions**  
**800, boulevard de Maisonneuve Est, 2<sup>e</sup> étage**  
**Bureau 2007**  
**Montréal (Québec)**  
**H2L 4M8**

**Pour renseignements relatifs à la vente de documents:**  
**(514) 840-4903 ou 1-800-324-1759**

**Seules les personnes ayant obtenu le document d'appel de propositions directement d'Hydro-Québec sont admises à soumissionner.**

Hydro-Québec se réserve le droit de rejeter l'une ou l'ensemble des soumissions reçues.

**CASILOC**  
Inc.

**APPEL D'OFFRES**

LOT L-1655 - FOURNITURE  
ÉCLAIRAGE DU RUBAN  
MULTIMÉDIAS - PHASE 1

**TRAVAUX DE REVITALISATION  
ET MAINTIEN DE L'ACTIF  
AU  
CASINO DU LAC-LEAMY**

Les entrepreneurs peuvent obtenir de l'information sur cet appel d'offres en visitant le site internet de l'entreprise :  
[www.casiloc.com](http://www.casiloc.com)

**CASILOC**  
Inc.

**APPELS D'OFFRES**

LOT M-2459 - VENTILATION / ANNEXE  
- RÉAMÉNAGEMENT  
NIVEAUX 0, A, B ET C

LOT M-8010 - RÉFECTION /  
STATIONNEMENTS  
P1 @ P3

**TRAVAUX DE MODERNISATION  
AU  
CASINO DE MONTRÉAL**

Les entrepreneurs peuvent obtenir de l'information sur ces appels d'offres en visitant le site internet de l'entreprise :  
[www.casiloc.com](http://www.casiloc.com)

**Appel d'offres**

**Montréal**

**Service de l'eau**  
Direction de l'épuration des eaux usées

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h à la date ci-dessous, à la Direction du greffier de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6 pour: **Catégorie** : Biens et services

**Appel d'offres** : 1810-AE

**Descriptif** : Fourniture d'hypochlorite de sodium 10,8 à 12 % en vrac liquide

**Date d'ouverture** : 12 novembre 2012

**Dépôt de garantie** : 10 % de la valeur de la soumission (cautionnement, chèque visé ou garantie bancaire)

**Renseignements** : Michel Shoener MBA, Responsable approvisionnement et magasins : 514 280-6559

**Documents** : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 24 octobre 2012

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SÉAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web [www.seao.ca](http://www.seao.ca). Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SÉAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fourni en annexe du document d'appel d'offres. Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux de la Direction du greffe à l'Hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception. La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 24 octobre 2012

Le greffier de la Ville  
Me Yves Saindon

**Appel d'offres**

**Montréal**

**Service de la concertation des arrondissements et des ressources matérielles**  
Direction de l'approvisionnement

Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14 h à la date ci-dessous, à la Direction du greffier de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6 pour: **Catégorie** : Biens et services

**Appel d'offres** : 12-12493

**Descriptif**: Fourniture d'une tondeuse automotrice 4x4 à trois plateaux de coupe, d'une largeur de 192 pouces

**Date d'ouverture** : 12 novembre 2012

**Dépôt de garantie** : Aucun

**Renseignements** : Renée Veillette, agente d'approvisionnement : 514 872-1057

**Documents** : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 24 octobre 2012.

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SÉAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site [www.seao.ca](http://www.seao.ca). Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SÉAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fourni en annexe du document d'appel d'offres. Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux de la Direction du greffe à l'Hôtel de ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception. La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 24 octobre 2012

Le greffier de la Ville  
Me Yves Saindon

LA  
PRESSE

# PORTFOLIO

## PLANIFICATION FINANCIÈRE

LITTÉRATIE FINANCIÈRE

### Bien s'éduquer pour bien investir



JEAN GAGNON  
COLLABORATION SPÉCIALE

Les produits financiers se multiplient, parfois plus vite que les besoins. Pour s'y retrouver, il est primordial d'être bien informé sur les questions financières.

À cet effet, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) tiendra une conférence internationale sur l'éducation financière les 31 octobre et 1<sup>er</sup> novembre à Carthagène, en Colombie.

Le Québec est aussi dans le coup. Le mois de la littératie financière sera lancé le 29 octobre à l'hôtel Delta Centre-Ville de Montréal.

Jacques Ménard, président de BMO Groupe financier, Québec, participera à l'événement. Il y a deux ans, il a coprésidé le Groupe de travail sur la littératie financière, mis sur pied par le ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty.

M. Ménard rappelle que l'enseignement de l'économie a été abandonné dans les écoles secondaires du Québec. « C'est malheureux, car c'est à cet âge que les jeunes commencent à prendre de nombreuses décisions financières », dit-il.

Plusieurs d'entre eux ont commencé à travailler, souvent à temps partiel, et ils sont déjà des agents économiques – qui signent des contrats de téléphones cellulaires, par exemple – et qui sont exposés continuellement à la consommation et au crédit. « Trop souvent sans posséder les outils nécessaires », ajoute-t-il.

Mais le retour de l'enseignement de l'économie à l'école est peut-être pour bientôt. C'est du moins ce que souhaite le président de la BMO, qui participe actuellement à l'élaboration d'un projet impliquant le groupe de recherche Cirano, la grappe Finance Montréal et le ministère de l'Éducation.

Les efforts du groupe devraient déboucher sur un cours optionnel de 50 heures sur l'économie. On souhaite qu'un projet pilote soit lancé en 2013. Le montage financier devrait être terminé à la fin de l'année, nous dit-on.

L'Autorité des marchés financiers (AMF) joue également un rôle important sur le plan de l'éducation financière. L'objectif est d'accroître le coffre d'outils qui permettra à tous de prendre des décisions éclairées.

« Mais les institutions financières ont aussi un rôle important au niveau de l'éducation financière, précise Camille Beaudoin, directeur de l'éducation financière à l'AMF. Elles fournissent généralement une information bonne et appropriée. »

Il est cependant difficile d'ignorer que celles-ci jouent le double rôle d'éducateur et de vendeur de produits financiers. Il revient donc à chacun de s'informer sur les offres de produits.

L'AMF veut appuyer les institutions dans ce rôle d'éducateur. Elle met en place, sur son site internet, une section axée sur l'éducation financière, dans laquelle elle offre un lieu de partage et de diffusion d'information destiné à ces spécialistes.

#### Instruments de mesure

Le premier défi en matière de littératie financière est de mesurer les retombées. À cette fin, l'AMF vient de créer l'indice Autorité.

Cet outil mesure les connaissances des Québécois et l'adoption de comportements vigilants en matière de consommation financière. Il permet aussi de mieux cibler les consommateurs et d'adapter les outils éducatifs.

L'indice Autorité est établi à partir d'un sondage réalisé par la firme CROP auprès de 1500 personnes qui sont responsables

de la gestion financière de leur ménage. Plusieurs thèmes sont scrutés, soit la gestion des finances personnelles, la gestion du crédit, les investissements et placements financiers, la relation avec un représentant, les produits d'assurance, le niveau de sensibilisation à la fraude, de même que la planification et la gestion de la retraite.

Les premiers résultats ont été publiés la semaine dernière. L'indice Autorité se situe à 58,5 %.

« Ça veut dire que les Québécois connaissent et adoptent un peu plus de la moitié d'un ensemble de comportements vigilants, jugés essentiels par l'AMF pour gérer efficacement leurs finances personnelles, prendre des décisions financières éclairées et prévenir la fraude », explique Camille Beaudoin.

Depuis deux ans, la littératie financière a fait de grands pas en avant. « On se parle beaucoup, les spécialistes sont bien au fait des avantages, il



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE LA PRESSE  
Jacques Ménard, de BMO Groupe financier, travaille sur un projet pour ramener des cours d'économie à l'école secondaire.

faut maintenant embarquer le public », explique M. Beaudoin.

Si l'indice Autorité n'est pas plus élevé, c'est qu'il est le reflet d'une réalité sociale, explique Jacques Ménard, de BMO. « La pauvreté et l'analphabétisme existent encore au Québec », dit-il.

#### Responsabilité

Les notions financières sont souvent compliquées, et le consommateur peut facilement s'y perdre au moment d'évaluer la pertinence d'un produit. Mais cela n'en diminue pas moins sa responsabilité. « Il n'est pas essentiel de tout connaître, mais

le consommateur doit développer le réflexe de poser les questions nécessaires à sa compréhension », dit M. Beaudoin.

L'enjeu principal est de faire en sorte que les consommateurs adoptent un comportement adéquat, souligne Marie-Line Landry, conseillère en littératie financière chez Desjardins. « Pour nous, il s'agit d'accompagner les gens quand ils en ont besoin », dit-elle.

Par exemple, qu'il s'agisse de l'achat d'une maison ou de la perte d'un emploi, il est important que les consommateurs comprennent qu'ils doivent réévaluer leur situation financière lorsqu'un tel événement survient, selon M<sup>me</sup> Landry.

Desjardins donne un rôle prioritaire à l'élaboration du budget. Elle fournit aux membres, sur son site internet, un outil facile d'accès et d'utilisation.

L'institution financière a aussi son outil de mesure, l'Indice Desjardins de finances personnelles. Et ses résultats sont quelque peu troublants. Ils indiquent qu'en cas de pépin – une perte d'emploi, un accident ou une maladie –, seulement la moitié des répondants pourraient subvenir à leurs besoins pendant plus de trois mois sans avoir recours au crédit. Pis encore, 14% ne tiendraient pas un mois...



## 8 PRODUITS D'ÉPARGNE FLEXIBLES ET SÛRS

APPELEZ-NOUS POUR EN SAVOIR PLUS

1 800 463-5229 | [www.epq.gouv.qc.ca](http://www.epq.gouv.qc.ca)

ÉPARGNE  
PLACEMENTS  
QUÉBEC

VOS  
ÉCONOMIES  
GARANTIES  
À 100 %

BONI DE 1%

LA PREMIÈRE ANNÉE  
POUR LES NOUVEAUX FONDS  
REER, FERR, CRI ET FRV  
INVESTIS EN OBLIGATIONS.

Épargne  
Placements

Québec

## LA PRESSE AFFAIRES

# L'Espagne envisage de se passer de l'aide aux banques

## 100 MILLIARDS D'EUROS

AGENCE FRANCE-PRESSE

MADRID — L'Espagne semble s'être résignée à se passer de l'aide directe européenne pour ses banques, préférant creuser sa dette plutôt que de laisser aux Européens la maîtrise de son secteur bancaire, selon des experts.

Madrid avait obtenu en juin une ligne de crédit européenne de 100 milliards d'euros au maximum pour ses banques, dont certaines ont dû être nationalisées pour échapper à la faillite, comme Bankia.

Depuis, l'Espagne n'a rien reçu alors qu'un premier versement était prévu cet été. Et, en coulisse, les négociations continuent, confirme une source diplomatique européenne.

L'Union européenne, soucieuse de limiter la facture du contribuable européen,

tente de faire payer le plus possible les banques espagnoles ainsi que leurs actionnaires et détenteurs de titres, explique l'économiste Edward Hugh.

Il y a également conflit sur le prix de transfert des actifs toxiques vers la « bad bank », la Sareb, que Bruxelles veut baisser au maximum pour attirer les investisseurs privés avec la promesse de profits à la revente, ajoute M. Hugh.

Du coup, décidé à garder un pouvoir de décision, Madrid, après avoir applaudi l'aide directe européenne, a changé de discours.

### La recapitalisation

La recapitalisation n'est « pas spécialement urgente pour l'Espagne », a assuré vendredi le chef du gouvernement Mariano Rajoy.

Son équipe se charge de répéter que les 40 milliards ne représentent « que » 4% du PIB de l'Espagne, un poids que la quatrième économie de la zone euro « peut assumer ».

Une réponse à la chancelière allemande Angela Merkel, qui se prépare à des élections en 2013, dans un pays réticent à continuer à payer pour ses voisins en difficulté. Elle a écarté vendredi toute aide européenne directe aux banques par le pare-feu de la zone euro, le Mécanisme européen de stabilité (MES).

### La dette publique

Mais, pour Madrid, le risque est maintenant que les besoins des banques ne dépassent les 40 milliards d'euros estimés par le gouvernement, ce qui gonflerait d'autant la dette publique espagnole.

Le gouvernement a déjà prévu, dans son budget 2013, 30 milliards d'euros pour les banques, ce qui propulsera la dette du pays à 90,5% du PIB. Elle grimperait à 91,5% avec 40 milliards.

« Le problème, c'est que les banques espagnoles risquent d'avoir besoin de beaucoup plus », estime la source diplomatique européenne.

« Pour le moment, on parle de 40 milliards, mais, à un moment, ce sera certainement plus », affirme aussi Edward Hugh, qui comme d'autres experts, parie sur la nécessité d'un sauvetage global de l'Espagne.

L'agence d'évaluation financière Moody's a estimé les besoins des banques entre 70 et 105 milliards d'euros.

La récession en 2012 et 2013 devrait être plus forte que prévu par le gouvernement, selon les

Madrid avait obtenu en juin une ligne de crédit de 100 milliards d'euros au maximum pour ses banques, dont certaines ont dû être nationalisées pour échapper à la faillite.

analystes, augmentant encore les créances douteuses pesant sur le passif des banques, principalement des crédits immobiliers susceptibles de ne pas être remboursés, après un nouveau record à 178,5 milliards d'euros en août.

Madrid résiste à toute demande d'aide globale, faisant valoir qu'elle se finance à moindre coût grâce à la promesse de la Banque centrale européenne d'acheter de la dette dès que l'Espagne en fera la demande.

## MESURES D'AUSTÉRITÉ

# De laborieuses négociations en Grèce

AGENCE FRANCE-PRESSE

ATHÈNES — Le gouvernement grec de coalition va continuer ses laborieuses négociations pour boucler le nouveau paquet d'austérité réclamé par ses prêteurs de l'UE et du FMI, ont indiqué hier à l'issue d'une réunion les chefs de ses composantes socialiste et de gauche modérée.

Ces dirigeants, le socialiste Evangelos Vénizélos et Photis Kouvelis du petit parti de

gauche modérée Dimar, ont indiqué que les discussions butaient toujours sur des mesures de dérégulation du marché du travail réclamées par la troïka représentant les créanciers, auxquelles ils ont réitéré leur opposition.

### Une « solution globale »

« Les discussions continuent », a affirmé M. Kouvelis, qui a réaffirmé que ses députés voteraient contre de telles réformes.

M. Vénizélos a aussi souligné que partenaires et prêteurs devaient garantir une « solution globale et définitive » de la crise grecque de la dette, incluant un règlement du problème de l'endettement à terme du pays et de sa solvabilité.

Il a indiqué avoir demandé à M. Samaras de « contacter dans les prochaines heures » ses homologues en ce sens, pour dégager « un cadre global qui puisse être présenté

au Parlement », au-delà d'une simple liste de nouvelles mesures d'austérité.

### La gestion du budget

« Les éléments les plus cruciaux et sensibles d'un accord qui doit être global se joueront ces tout prochains jours », a-t-il affirmé.

Il a aussi relevé que « la gestion budgétaire doit rester du ressort des autorités grecques », alors que l'Allemagne promet à nouveau l'idée de

confier à la Commission un droit de veto sur les budgets nationaux des États membres.

Les deux responsables s'exprimaient à l'issue d'une réunion avec le premier ministre grec Antonis Samaras et dirigeant du parti de droite Nouvelle Démocratie en vue de conclure un accord à trois sur le paquet d'austérité qui doit être soumis au Parlement prochainement pour que la Grèce puisse espérer toucher la prochaine tranche des prêts UE-FMI-BCE.



**PRIX TELUS  
MONTRÉAL INC.  
DE DEMAIN**

## FINALISTES 2012

La Banque Nationale est heureuse de présenter les trois finalistes du Prix **TELUS** du Montréal inc. de demain.



Manuel Théberge • Guillaume Lacroix • Benoit Champoux • Marc-Antoine Legault • Loïc Frohn-Villeneuve

**NOVOTHERMIC TECHNOLOGIES INC.**



Jason Ayoub  
Mohit Kumar

**LOBBYFRIEND INC.**



Sandy Safi  
Aymeric Pasquier

**LE DÎNER EN BLANC INTERNATIONAL INC.**

Depuis 2011, la communauté d'affaires montréalaise octroie à l'un des nouveaux lauréats de la Fondation du maire : le Montréal inc. de demain, le Prix **TELUS** du Montréal inc. de demain, afin de souligner le parcours de l'entrepreneur s'étant le plus illustré. Le lauréat sera dévoilé le 27 novembre 2012 à l'occasion du rendez-vous du Montréal Inc.

### Merci à nos partenaires

Commanditaire principal



Commanditaire jury



Partenaire média



fondation  
du maire



**LE MONTRÉAL INC.  
DE DEMAIN**

**MONTREALINC.CA**

LA  
PRESSE

CV

LE RENDEZ-VOUS DE L'EMPLOI  
ET DE LA FORMATION AU QUÉBEC

WORKOPOLIS

TÉLÉPHONE 514.285.7320

TÉLÉCOPIEUR 514.499.2053

cv@lapresse.ca

# La musique au travail nuit-elle à la concentration?

Vous ne sauriez vous passer de votre lecteur MP3 au boulot? Vous êtes d'avis que la musique vous aide à mieux réaliser vos tâches? Voici ce qu'en pensent les employés et les experts.



MAË DROLET-GIROUX  
COLLABORATION SPÉCIALE

Les employés, bercés au son de leur musique favorite, semblent pour la plupart convaincus de ses vertus. Pour en avoir le cœur net, un chercheur britannique s'est penché sur la question. Le Dr Nick Perham a conclu qu'elle a un impact sur la mémoire et la concentration, selon ses résultats d'étude publiés en juillet 2010 dans le périodique *Applied Cognitive Technology*.

«L'étude a été faite dans un cadre expérimental et contrôlé, alors quand vient le temps de transférer les conclusions à un milieu de travail réel, je prendrais ça avec un grain de sel», nuance Isabelle Peretz, professeure à l'Université de Montréal, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en neurocognition de la musique et codirectrice du Laboratoire international de recherche sur le cerveau, la musique et le son (BRAMS).

**Un employeur qui exigerait de ses employés de ne pas écouter de musique au travail commettrait une erreur, selon Isabelle Peretz.**

Il est vrai que l'étude, une des rares à ce sujet, a été menée dans un environnement contrôlé, mais aussi dans un contexte d'exercices de mémoire précis, qui s'apparente peu au milieu



La spécialiste Isabelle Peretz croit que les activités musicales au travail aident à renforcer les liens entre les employés.

de travail qui n'est pratiquement jamais complètement silencieux et exige la réalisation de tâches variées. Des études comparées dans ces conditions seraient certainement plus concluantes.

#### Orienter ses choix

Marie-Pierre, journaliste indépendante et chercheuse contractuelle, assure que la musique est bénéfique pour elle.

«Ça me met de bonne humeur, dit-elle. Donc ça me détend et, par conséquent, ça m'aide à me concentrer. Ça ajoute une touche de plaisir qui compense le fait d'être assise devant un ordinateur toute la journée.»

Appelée à travailler à la radio, ou encore de chez elle selon le mandat, elle admet que la musique peut nuire, à l'occasion, à sa concentration. Si tel est le cas, elle opte pour le travail en silence.

«Lorsque je travaille à la radio, en tant que chercheuse, je travaille en écoutant les émissions, en direct. J'arrive à écrire tout en écoutant de la musique, sans aucun problème. Comme journaliste indépendante ou comme chercheuse dans un contexte autre qu'à la radio, j'opte surtout pour de la musique d'ambiance plutôt que pour de la chanson», détaille Marie-Pierre.

Si la musique est bénéfique en milieu de travail, Isabelle Peretz confirme qu'il faut orienter ses choix musicaux selon la tâche à accomplir.

«Le seul moment où j'ai besoin de silence total, c'est lorsque je rédige un article. Par contre, pour répondre à des courriels ou m'affairer à d'autres activités de type administratif, au contraire, je préfère entendre de la musique», dit-elle.

#### Travail à aire ouverte

Emmanuel, propriétaire d'une jeune entreprise consacrée au développement de logiciels pour l'internet, ne croit pas que la musique soit nuisible à la performance de ses employés.

«En travaillant à aire ouverte, la musique permet un certain isolement en période de concentration pour l'employé qui opte pour les écouteurs. Si nous écoutons la musique en groupe, compte tenu des discussions qu'elle engendre, elle stimule l'esprit d'équipe en période plus détendue», assure-t-il.

Martin, jeune analyste en gestion de portefeuilles, croit pour sa part que la musique motive l'équipe avec laquelle il travaille, apporte une certaine joie de vivre au bureau.

«Je contrôle la plateforme iPod que nous avons ou la radio, selon les gens. Habituellement, on alterne entre les iPod et iPhone des membres de l'équipe, ou entre certaines stations de radio appréciées. Il y a une rotation pour plaire à tout le monde. Même le patron a sa propre sélection iPod», décrit-il.

Isabelle Peretz pousse la réflexion plus loin encore. Certaines entreprises encouragent même les employés à former des groupes musicaux.

«Ça se fait de plus en plus. La création de groupes d'activités musicales où les employés jouent du tam-tam ou forment une chorale, par exemple, permet de renforcer les liens», dit-elle.

#### Effets néfastes

Selon Isabelle Peretz, reconnue sur la scène internationale pour ses recherches sur les effets de la musique sur le cerveau, les répercussions néfastes découleront plutôt d'une écoute prolongée à forte intensité ou si la tâche à accomplir demande une vigilance auditive.

Un employeur qui exigerait de ses employés de ne pas écouter de musique commettrait donc une erreur, selon elle. Alors, si les besoins et goûts de chacun sont respectés, si la musique est adaptée aux activités de travail, si le volume est adéquat, pourquoi s'en priver?

## FACEBOOK

# Plusieurs jeunes sont « amis » avec leur patron

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — Un quart des jeunes salariés de 18-25 ans sont « amis » avec leur patron sur Facebook, cette proportion s'élevant même à 33 % aux États-Unis, mais s'établissant à seulement 8 % en France, selon une étude de la société de sécurité informatique AVG menée auprès de 4400 jeunes de 11 pays.

Parmi les pays étudiés, c'est en France que ce taux est le plus bas, mais il atteint ou dépasse les 30 % dans de nombreux pays, comme en Espagne (30 %), en Australie (31 %), en Italie (33 %) ou encore au Royaume-Uni ou en République tchèque (30 %).

Soixante pour cent des jeunes sondés indiquent également être « amis » avec des collègues de travail sur la plateforme, mais la majorité d'entre eux reconnaît aussi n'avoir jamais contrôlé leur profil en ligne ou supprimé du contenu potentiellement nuisible à leur carrière.

Ainsi, 73 % des Japonais indiquent n'appliquer aucun filtre ou restriction sur le contenu auquel leurs collègues peuvent accéder, contre 59 % aux


États-Unis, 45 % au Canada et 50 % en France (taux le plus bas).

Et 13 % des personnes interrogées reconnaissent avoir déjà posté des contenus « abusifs » en ligne sur leur page concernant leur patron ou leur société après « une mauvaise journée au travail », même si l'étude ne précise pas si ces personnes sont ou non « amies » avec le patron en question.

Les jeunes employés italiens sont les plus enclins à partager leur colère ou leurs humeurs concernant leurs patrons (18 %), contre 10 % des Français, Japonais ou Néozélandais.

« Les jeunes sont aujourd'hui très à l'aise sur les réseaux sociaux, au point que la frontière entre leur vie professionnelle et leur vie privée est en train de s'estomper », a résumé Tony Ascombe, responsable sécurité chez AVG, cité dans le communiqué.

Mais « il semble évident que poster un contenu abusif concernant son patron ou son lieu de travail n'est pas très judicieux et ce comportement peut non seulement nuire à la carrière actuelle de la personne, mais également avoir un impact négatif pour l'avenir », selon lui.



**CANADIAN TIRE**

**DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT DES SPORTS**

**Exigences :**

- Expérience dans un poste similaire
- Un service à la clientèle hors pairs
- Une bonne notion de leadership
- Un excellent esprit d'équipe
- Travail sur horaire variable

**Nous offrons :**

- Un salaire très compétitif
- D'excellents avantages sociaux
- Un programme de partage de profits

**CANADIAN TIRE KIRKLAND**  
16821, Trans Canada (sortie St-Charles)  
Kirkland, Québec  
Télé. : 514-697-2578  
Ressourceshumaines149@oricom.ca

**Cégep de Saint-Laurent**

DIRECTRICE OU DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

Le cégep de Saint-Laurent requiert les services d'une directrice ou d'un directeur des ressources humaines. La personne recherchée détient notamment un diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ de spécialisation approprié ainsi que huit années d'expérience pertinente. L'échelle salariale varie entre 77 510 \$ et 103 349 \$.

Pour plus de détails et pour soumettre votre candidature, veuillez consulter notre site web (<http://www.cegep-st-laurent.qc.ca/emplois>) et nous faire parvenir votre candidature au plus tard le 2 novembre 2012 à 16 h.

**SOYEZ AU COEUR DE L'ACTION**



JOIGNEZ-VOUS À NOTRE ÉQUIPE  
➤ [CARRIERES.LAPRESSE.CA](http://CARRIERES.LAPRESSE.CA)



**DOSSIER EMPLOI-FORMATION**

**SERVICES FUNÉRAIRES :  
QUELLE EST  
LA FORMATION  
REQUISE ?**

<b>À VENIR</b>	
3 novembre	Comptabilité
10 novembre	Industrie du camionnage
17 novembre	Restauration

À NE PAS MANQUER CE SAMEDI

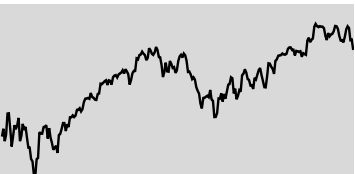


LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

ÉTATS-UNIS

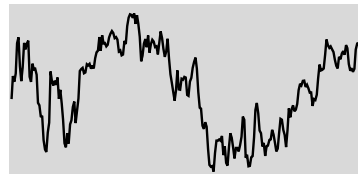
S&P 500 > 12 mois



FERMETURE 1 413,11
VAR. 1J -1,44%
52 SEM. HAUT 1 474,51

CANADA

S&P/TSX TORONTO > 12 mois



FERMETURE 12 225,84
VAR. 1J -1,43%
52 SEM. HAUT 12 788,63

DANS LE MONDE

Table with columns: FERMETURE, VAR. 1J (pts), VAR. 1J (%). Rows include Brazil Bovespa, CAC 40, DAX, etc.

PLUS ACTIFS

Table with columns: VOLUME, FERM(\$), VAR(%). Rows include VITERRA, CELTIC EXPLOR., PROGRESS ENER., etc.

TITRES GAGNANTS

Table with columns: EN %, VOLUME, FERM(\$), VAR(%). Rows include LIBERTY SILVER, VICTORY NICKEL, CIPHER PHARMACEUT, etc.

EN \$

Table with columns: VOLUME, FERM(\$), VAR(\$). Rows include FAIRFAX FINAN., MORGUARD, TOURMALINE OIL, etc.

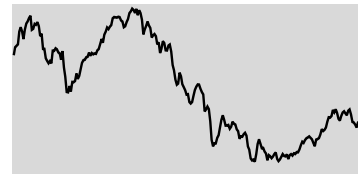
TITRES PERDANTS

Table with columns: EN %, VOLUME, FERM(\$), VAR(%). Rows include THUNDERMIN RES., METHYLENE, TRIMEL PHARMA., etc.

EN \$

Table with columns: VOLUME, FERM(\$), VAR(\$). Rows include SILVER WHEATON, DOMTAR CANADA, DOMTAR, etc.

TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS > 12 mois



FERMETURE 1 289,50
VAR. 1J -1,45%
52 SEM. HAUT 1 696,14

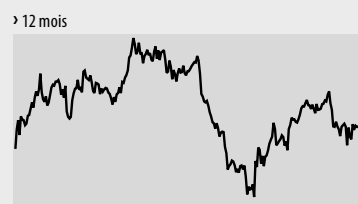
PLUS ACTIFS

Table with columns: VOLUME, FERM(\$), VAR(%). Rows include ZODIAC EXPLOR., ARCUS DEVELOP., SYMBOLITY SOL., etc.

CONSULTEZ les cotes boursières en tout temps sur lapresseaffaires.com

PÉTOLE

West Texas Intermediate, contrat à terme



86,67 \$US

Table with columns: Pétrole, WEST TEXAS INT., BRENT. Rows include Fermeture, Variation 1 JOUR, Variation 1 SEM.

FONDS INDICIELS

Table with columns: FERM., 1J (\$), 1J (%), TAN (%). Rows include S&P/TSX comp., S&P/TSX 60, S&P/TSX fin., etc.

CANADA LPA 100 (QUOTIDIEN)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

Large table with columns: FERM. (\$), VARIATION 1J (%), VOLUME (100), VAR. CETTE ANNÉE (%), 52 SEM. HAUT, BAS, DIV. ANN. Rows include SERVICES PUBLICS, TÉLÉCOMS, TECHNOLOGIES, INDUSTRIELLES, CONSOMMATION COURANTE, etc.

Le solde d'automne de DUVAL Mercedes-Benz se poursuit.



Advertisement for Duval Mercedes-Benz Boucherville. Includes financing options: 0,9% DURÉE DE 60 MOIS, 1,9% TAUX À LA LOCATION, 498 \$ PAIEMENTS MENSUELS. Contact: 1530, rue Ampère, Boucherville. 450 449.0222

Global 7000 Des portes québécoises signées L-3 MAS

Après Sonaca Montréal, un autre fournisseur québécois a réussi à monter à bord de deux nouveaux avions d'affaires de Bombardier, le Global 7000 et le Global 8000. L-3 MAS, de Mirabel, fera la conception et l'assemblage de la porte de secours qui sera située au-dessus de l'aile des deux luxueux avions d'affaires.

les panneaux d'ailes des deux appareils. Elle a attribué un sous-contrat à PCM Innovation, de Sainte-Claire, pour des outillages d'inspection. Les autres grands fournisseurs du Global 7000 et Global 8000 sont situés à l'extérieur du Québec, comme General Electric, Rockwell Collins, Parker Aerospace, Hamilton-Sunstrand, Liebherr Aerospace et Messier-Bugatti-Dowty.

UPS Le bénéfice net plonge au troisième trimestre

La société de messagerie américaine United Parcel Service (UPS) a vu son bénéfice net se réduire de moitié au troisième trimestre, mais cette baisse, due à des éléments exceptionnels et au contexte économique, était attendue. Le bénéfice net a plongé de 56,3%, à 469 millions US.

Le chiffre d'affaires en revanche a surpris en reculant de 0,7%, à 13,07 milliards US, quand les analystes espéraient le voir progresser pour atteindre 13,30 milliards US. UPS a précisé sa prévision annuelle, disant désormais tabler sur un bénéfice ajusté par action compris entre 4,55 \$US et 4,65 \$US.

ÉTATS-UNIS LES GÉANTS (QUOTIDIEN)

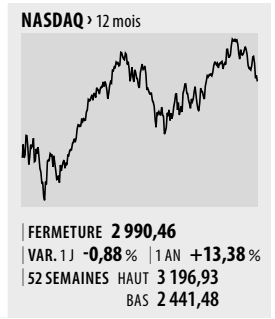


Table with columns: FERMETURE (\$US), VARIATION 1J (%), VAR. CETTE ANNÉE (%), 52 SEMAINES HAUT, BAS. Rows include 3M, Abbott Lab., Altria, etc.

Table with columns: FERMETURE (\$US), VARIATION 1J (%), VAR. CETTE ANNÉE (%), 52 SEMAINES HAUT, BAS. Rows include GE, Goldman S., Google, HP, etc.

▲ Indique un titre dont la valeur a gagné ou perdu 1% et plus par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractères gras : Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / Caractères italiques : Titres triés par ordre décroissant (secteurs et actions). / M \$ : Millions de dollars / Ce tableau présente les titres québécois dont la valeur boursière est supérieure à 300 millions et les autres titres canadiens dont la valeur boursière est supérieure à 7 milliards. La liste des titres est sujette à une révision périodique.

▲ Indique un titre dont la valeur a gagné ou perdu 1% et plus par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractères gras : Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / \$ GUS : Milliards de dollars / Réalisé à partir d'une liste des plus grandes entreprises américaines inscrites à la Bourse de New York et au NASDAQ.

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

DENRÉES			
	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Blé (\$US/boisseau)	8,69	-1,08	37,46
Cacao (\$US/livre)	1,13	-0,72	-2,65
Café (\$US/livre)	1,61	-2,22	-34,31
Mais (\$US/boisseau)	7,56	-0,69	16,44
Soya (\$US/boisseau)	15,53	0,44	28,13
Sucre (\$US/livre)	0,20	-2,04	-25,79

ÉNERGIE			
	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Essence (\$US/gallon)	2,61	-1,32	-2,69
Gaz naturel (\$US/gigajoule)	3,34	1,91	-3,06
Mazout (\$US/gallon)	3,04	-1,06	0,88

MÉTAUX			
	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 J	1 AN
Aluminium (\$US/livre)	0,87	-0,98	-9,31
Argent (\$US/once)	31,65	-1,87	1,47
Cuivre (\$US/livre)	3,57	-1,53	11,31
Étain (\$US/livre)	9,29	-2,27	-5,88
Nickel (\$US/livre)	7,34	-3,26	-13,33
Palladium (\$US/once)	593,45	-4,69	-4,01
Platine (\$US/once)	1 573,10	-2,27	4,62
Plomb (\$US/livre)	0,92	-3,32	9,94
Zinc (\$US/livre)	0,82	-2,71	0,22

LES OBLIGATIONS				
	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
<b>LE GOUVERNEMENT DU CANADA</b>				
Canada	10,25	15-03-14	112,63	1,06 -0,09
Canada	9,75	01-06-21	163,89	1,72 0,11
Canada	8,00	01-06-23	158,10	1,91 0,17
Canada	8,00	01-06-27	172,49	2,17 0,29
Canada	5,75	01-06-29	148,03	2,26 0,45

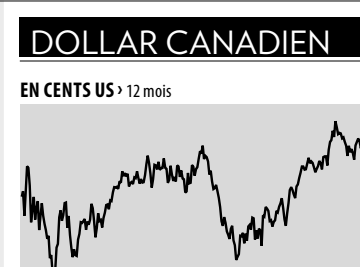
LES PROVINCES				
	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
Hydro Québec	11,00	15-08-20	159,01	2,59 -0,09
Manitoba	7,75	22-12-25	149,19	3,15 0,06
New Brunswick	6,00	27-12-17	119,18	2,06 -0,16
Newfoundland	6,15	17-04-28	135,88	3,19 0,23
Nova Scotia	6,60	01-06-27	139,28	3,20 0,23
Ontario	6,25	25-08-28	135,44	3,34 0,24
Ontario Hydro	7,45	31-03-13	103,07	0,25 -0,02
Ontario Hydro	8,50	26-05-25	154,78	3,18 0,06
Ontario Hydro	8,25	22-06-26	154,74	3,25 0,07
P E I	8,50	27-10-15	119,97	1,65 -0,16
Québec	6,00	01-10-29	132,63	3,44 0,24

LES CORPORATIONS				
	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
Bell Canada	7,00	24-09-27	127,44	4,46 0,21
Bombardier	7,35	22-12-26	106,75	6,60 0,00
Cons Gas	6,10	19-05-28	129,56	3,60 0,24
Gtaa	6,45	03-12-27	132,13	3,66 0,23
Investors Gr	6,65	13-12-27	117,99	4,94 0,30
Wtcoast Éne	6,75	15-12-27	132,36	3,89 0,35

TAUX D'INTÉRÊT		
	FERMETURE	RENDEMENT SEM. ANNÉE
<b>CANADA</b>		
Taux d'escompte	1,25	0,00 0,00
Taux préférentiel	3,00	0,00 0,00
Fonds à un jour	1,00	0,00 0,00
Bons du Trésor (3 mois)	0,97	0,00 0,09
Obligations (2 ans)	1,14	0,06 0,06
Obligations (10 ans)	1,85	0,03 -0,51

ÉTATS-UNIS		
	FERMETURE	RENDEMENT SEM. ANNÉE
Taux d'escompte	0,75	0,00 0,00
Taux préférentiel	3,25	0,00 0,00
Fed funds	0,25	0,00 0,00
Bons du trésor (3 mois)	0,10	0,02 0,09
Obligations (2 ans)	0,29	0,02 0,02
Obligations (10 ans)	1,76	0,04 -0,46

OR		
	FERMETURE	RENDEMENT SEM. ANNÉE
New York	1 708,30	\$US
Variation 1 JOUR	-16,80	\$US
Variation 1 SEM.	-2,09	%
Variation 1 AN	+4,48	%



**100,74¢US**  
 VARIATION **-0,01¢**  
 SOMME REQUISE POUR ACHETER  
 Un dollar US **99,27¢**



**0,7761€**  
 VARIATION **+0,0044€**  
 SOMME REQUISE POUR ACHETER  
 Un euro **1,2885\$**

LES DEVICES DANS LE MONDE		
Afrique du Sud	1 \$ vaut	8,84 rands
Australie	1 \$ vaut	0,98 dollar
Brésil	1 \$ vaut	2,04 reals
Chine	1 \$ vaut	6,30 renminbis
Grande-Bretagne	1 \$ vaut	0,63 livre
Hong-Kong	1 \$ vaut	7,81 dollars
Inde	1 \$ vaut	54,35 roupies
Israël	1 \$ vaut	3,88 n.shekels
Japon	1 \$ vaut	80,45 yens
Liban	1 \$ vaut	1 514,39 livres
Mexique	1 \$ vaut	13,05 pesos
Norvège	1 \$ vaut	5,77 couronnes
Nouvelle-Zélande	1 \$ vaut	1,24 dollar
Russie	1 \$ vaut	31,64 roubles
Suède	1 \$ vaut	6,70 couronnes
Suisse	1 \$ vaut	0,94 franc

SELON BOEING

# Le marché de la C Series rétrécit

MARIE TISON

Le marché que vise la C Series ne cesse de rétrécir.

C'est du moins ce qu'a affirmé le vice-président au marketing de Boeing Avions commerciaux, Randy Tinseth, au cours d'une rencontre avec quelques journalistes québécois hier à Montréal.

« C'est un segment qui n'a pas très bien performé au cours de la dernière décennie, a-t-il affirmé.

La C Series de Bombardier est une nouvelle famille d'appareils de 110 à 130 places. Or, graphiques à l'appui, M. Tinseth a montré que les livraisons d'appareils de la taille de la C Series, comme les versions plus courtes du

« Ça ne décolle pas. Est-ce un problème avec le marché? Avec l'appareil lui-même? Ou les deux? »

— Randy Tinseth, vice-président au marketing de Boeing Avions commerciaux, au sujet des ventes de la C Series

Boeing 737 et de l'Airbus A320 (l'A318 et l'A319), avaient beaucoup diminué au cours des 10 dernières années. Par contre, les livraisons des versions pleine grandeur ont augmenté de façon importante pendant cette période.

M. Tinseth a principalement attribué ce phénomène à l'augmentation des coûts du carburant. Il a indiqué qu'il était difficile de rentabiliser des appareils comportant un peu plus de 100 places pour toutes sortes de raisons,

notamment parce que la réglementation exige un troisième agent de bord lorsqu'on passe de 100 à 101 places.

Il a raconté que, dans le passé, il avait tenté de vendre des appareils Boeing 717, un avion de la taille de la C Series, à Northwest Airlines.

« C'était le candidat parfait », a-t-il lancé.

Le transporteur devait remplacer plus d'une centaine de DC9 vieillissants. Le Boeing 717 avait une taille semblable, mais il était tellement difficile de rentabiliser des activités avec des appareils de cette taille que Northwest demandait un prix très bas.

« Nous ne pouvions pas les accommoder », a révélé M. Tinseth.

Depuis, Boeing a cessé la production du 717 et Northwest a fusionné ses activités avec celles de Delta Air Lines.

M. Tinseth a noté que le carnet de commandes de la C Series ne comptait que 183 commandes.

« Ça ne décolle pas, a-t-il lancé. Est-ce un problème avec le marché? Avec l'appareil lui-même? Ou les deux? »

M. Tinseth a fait valoir que la version remotorisée du Boeing 737, le MAX, pouvait compter sur plus de 1200 commandes fermes et optionnelles.

Il n'a toutefois pas attaqué les caractéristiques techniques de la C Series, comme l'utilisation de la turbosoufflante à réducteur de Pratt and Whitney. Il a simplement noté que la nouvelle famille d'appareils constituait un tout nouveau concept pour Bombardier, faisant appel à des matériaux et des processus de production qui n'avaient encore jamais été utilisés. Par comparaison, le 737 MAX



PHOTO ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE



PHOTO ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE, AIRBUS

Selon Randy Tinseth, vice-président au marketing de Boeing Avions commerciaux, les livraisons d'appareils de la taille de la C Series, comme les versions plus courtes du Boeing 737 et de l'Airbus A320, avaient beaucoup diminué au cours des 10 dernières années. Par contre, les livraisons des versions pleine grandeur (737, photo du haut et A320, en bas) ont augmenté de façon importante pendant cette période.

est un concept éprouvé déjà reconnu par l'industrie pour sa fiabilité, a-t-il fait valoir.

Il a également soutenu que la famille 737 couvrirait le cœur du marché des appareils monocorridors, alors que la famille C Series n'en couvrirait

qu'une toute petite partie. Il a aussi affirmé que tout était prêt pour une entrée en service du MAX en 2017, alors que la direction de Bombardier a admis que l'échéancier de la C Series était « compressé ».

Boeing n'est toutefois pas

étrangère aux retards: le développement du 787, le Dreamliner, a connu un délai de trois ans.

« Avant le 787, nous avions d'excellents antécédents », a répliqué le vice-président au marketing.

GAZ DE SCHISTE

# La présence de pétrole pourrait changer la donne

CHARLES CÔTÉ

Une partie du gisement de gaz de schiste contient aussi du pétrole et d'autres liquides, ce qui pourrait le rendre plus rentable.

C'est ce qu'a indiqué hier Peter Dorrins, président et chef de l'exploitation de Junex, au cours d'une présentation au congrès de l'Association pétrolière et gazière du Québec.

L'entreprise a sorti un peu de pétrole du puits gazier qu'il a foré en 2009 à Saint-Augustin-de-Desmaures, a affirmé M. Dorins. « Il y a aussi du pétrole dans l'Utica », a-t-il affirmé, au sujet de la formation géologique ciblée pour son gaz.

« Il y a des zones dans la partie sud de l'Utica où c'est plus profond et où le gaz est très sec, a-t-il expliqué en entrevue. La partie moins profonde est située au nord du fleuve, entre Trois-Rivières et Québec. On a vu du pétrole remonter avant le gaz, quand on a stimulé notre puits de Saint-Augustin en 2009. »

La présence de pétrole ainsi que de butane, de propane et de condensat rend ces puits potentiellement plus rentables,

affirme M. Dorrins. Spécialement avec le bas cours du gaz naturel et le haut cours du pétrole que l'on observe depuis quelques années. L'écart entre ces deux sources d'énergie n'a jamais été aussi grand.

« C'est ce qu'on voit dans les gisements Eagle Ford au Texas ou dans l'Utica en Ohio, dit-il. Même dans le shale de Barnett au Texas, il n'y a plus en seul puits qui se fore juste pour le gaz. »

Ces informations sont cependant très parcellaires, basées sur un seul puits.

Junex n'a pas d'autre projet dans l'immédiat pour ses permis d'exploration au nord du Saint-Laurent. L'entreprise se concentre sur Anticosti et la Gaspésie.

Dans ce dernier cas, un nouveau forage oblique est prévu dans sa propriété de Galt afin d'atteindre une zone où la présence de dolomite est présumée. Cette formation rocheuse est susceptible de contenir du pétrole.

À Anticosti, l'entreprise est à la recherche d'environ 15 millions de dollars afin de réaliser l'été prochain un nouveau forage vertical afin de vérifier le potentiel de deux couches géologiques.



2012  
MBA de l'année



M. Jean Houde, MBA  
Président du conseil d'administration  
Finance Montréal

Jeudi 15 novembre 2012 - 18 h 30  
Salle des pas perdus, Gare Windsor  
1160, rue de la Gauchetière ouest  
Montréal

Pour réservation:  
ASSOCIATION DES MBA DU QUÉBEC  
T 514 282-3810 poste 0 - ambaq.com

Cravate noire et robe longue  
Dîner dansant

L'Association des MBA du Québec vous invite à la 32<sup>e</sup> édition de son gala annuel au cours duquel M. Jean Houde, MBA, président du conseil d'administration de Finance Montréal sera honoré. Chaque année, le gala vise à rendre hommage à un MBA dont la carrière est exemplaire et qui a contribué de façon significative au développement économique du Québec.

Partenaires principaux



Partenaires majeurs



Partenaire média



# AUDIPRESTIGE

VILLE ST-LAURENT  
D.D.O.

Vorsprung durch Technik Audi 

Les modèles S-LINE 2013 sont arrivés ! Prenez le vôtre pour un essai routier !



## S6

La voiture la plus d'avant-garde dans sa catégorie.  
Sa construction ultra-légère lui confère une conduite sport agile sans compromettre le confort.



## S7

Technologie. Conception. Polyvalence. L'Audi A7 domine dans sa catégorie. Il vous suffit de la conduire pour comprendre.



## S8

Le luxe, le confort et le design sont unis dans un véhicule qui révolutionne la catégorie.

AUDI PRESTIGE

VILLE ST-LAURENT

AUDI PRESTIGE

D.D.O.

5905, AUT. TRANSCANADIENNE, ST-LAURENT  
WWW.AUDIPRESTIGE.COM

514 364.7777

4600A BOULEVARD SAINT-JEAN, D.D.O.  
WWW.AUDIPRESTIGEDDO.COM

514 426.7777

ON SE DÉPLACE POUR VOUS



© Audi Canada 2012. Modèle européen montré. Certaines options présentées peuvent ne pas être disponibles. « Audi », « S6 », « S7 », « S8 », « quattro », « Vorsprung durch Technik » et l'emblème des quatre anneaux sont des marques déposées de AUDI AG. Pour en savoir plus sur Audi, voyez votre concessionnaire Audi Prestige et Audi Prestige D.D.O.

Audi Prestige

©2012 Automobiles Porsche Canada, Ltée. Porsche recommande le port de la ceinture de sécurité et le respect de toutes les règles de la circulation en tout temps.



PDFS de la Panamera 4 2013 de base incluant transport et préparation. Taxes en sus.

### La panamera 4.

Faites l'expérience de la performance Porsche à son état le plus pure. De plus, il est toujours surprenant d'être remercié par un valet. La Panamera 4 2013 à partir de 94 815\$.

Porsche Prestige, on se déplace pour vous.  
Votre concessionnaire Porsche du grand Montréal.



### Porsche Prestige

3535, Côte-de-Liesse,  
Montréal, QC H4N 2N5  
514 356-7777  
1-866-499-8911  
porscheprestige.com | porsche-prestige.porschedealer.com



PORSCHE

# LEXUS PRESTIGE

www.lexusprestige.com

# LEXUS GABRIEL

www.lexusgabriel.com

TOUT CE QUE VOUS ATTENDEZ D'UNE LEXUS,  
AVEC UNE PETITE SURPRISE EN PRIME :  
TROIS MOIS DE LOCATION À NOS FRAIS.†

  
À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION

## CT

CT 200h 2012



Prix total de Lexus 33 045\$†

Versement initial de	Versement mensuel à la location de
5 000\$*	323\$*
2 500\$*	367\$*
750\$*	398\$*

Location ou financement jusqu'à 60 mois à **2,8%\*\***



Suspension sport • 4 modes de conduite  
Phares de jour à DEL

## IS

IS 250 2012



Prix total de Lexus 34 995\$†

Versement initial de	Versement mensuel à la location de	Location ou financement jusqu'à 60 mois à
5 000\$*	291\$*	0,8%**
2 500\$*	333\$*	
0\$*	376\$*	

Dépôt de sécurité non requis  
Moteur V6 de 2,5 L • Offert avec boîte automatique à 6 rapports et sélecteurs au volant • Suspension sport • Offert en version traction intégrale

# 3 MOIS DE LOCATION À NOS FRAIS†

## LEXUS PRESTIGE

5770, Boul. Taschereau, Brossard  
450 923-7777

## LEXUS GABRIEL

3303, Côte-de-Liesse, St-Laurent  
514 747-7777

† Offre disponible uniquement aux clients au détail admissibles à la location d'un Lexus CT 200h 2012/Lexus IS 250/350 2012, admissible par l'entremise de Lexus Services Financiers et conditionnelle à l'approbation du crédit. La signature du contrat de location chez un concessionnaire Lexus participant et la livraison doivent se faire entre le 2 et le 31 octobre 2012. Votre concessionnaire Lexus remettra au consommateur un chèque au montant équivalent aux trois (3) premiers versements mensuels de location (toutes taxes incluses), jusqu'à concurrence de 400 \$ par mois pour les modèles CT 200h admissibles et de 450 \$ par mois pour les modèles IS 2012 admissibles. Le client devra assumer la partie des mensualités qui dépasse 400 \$/450 \$ par mois. Les clients sont tenus de verser tous les paiements mensuels de location aux dates prévues. Ces offres sont sujettes à changement ou annulation sans préavis. Consultez votre concessionnaire Lexus pour connaître tous les détails. ‡ Le programme Roulez électrique du gouvernement du Québec est offert aux résidents du Québec à l'achat ou à la location d'un modèle CT 200h 2012. Certaines conditions s'appliquent. Les clients devront remplir une demande de remise et la soumettre au gouvernement. Des délais de remboursement peuvent s'appliquer. Le montant du rabais peut varier en fonction de l'achat ou de la location d'un modèle CT 200h et de la durée de location (s'il y a lieu). Consultez votre concessionnaire ou le site www.vehiculeselectriques.gouv.qc.ca pour connaître les détails et les conditions. \* Estimation de consommation de carburant basée sur le Guide de consommation de carburant 2012 publié par Ressources naturelles Canada. \*\* Exemple de financement comprenant les taxes pour le modèle CT 200h Si x-A-2012 basé sur un terme de 60 mois au taux d'intérêt annuel de 2,8 % et le prix total de Lexus de 33 045 \$, équivalent à des paiements mensuels de 323 \$/367 \$/398 \$ avec un acompte de 5 000 \$/2 500 \$/750 \$ ou échange équivalent, aucun dépôt de sécurité et premier paiement mensuel exigible au début du contrat de location; l'obligation totale est de 24 360 \$/24 535 \$/24 656 \$. Taxes, immatriculation, assurances et les droits sur les pneus neufs (15 \$) en sus; kilométrage limité à 100 000 km, des frais de 0,20 \$ pour chaque kilomètre excédentaire s'appliquent. † Exemple de financement comprenant les taxes pour le modèle CT 200h Si x-A-2012 basé sur un terme de 60 mois au taux d'intérêt annuel de 2,8 % et le prix total de Lexus de 33 045 \$ (taxes en sus), avec un versement comptant de 0 \$, équivalent à des paiements mensuels de 323 \$ pour une obligation totale de 41 029 \$, immatriculation, assurances et les droits sur les pneus neufs (15 \$) en sus. Les concessionnaires Lexus sont libres d'établir leurs propres prix. Les offres sont d'une durée limitée et sont valides uniquement pour les clients au détail admissibles chez les concessionnaires Lexus participants. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être nécessaire. Les offres peuvent être modifiées sans préavis. Les offres expirent à la fin du mois, sauf en cas de prolongation ou de révision. Consultez vos concessionnaires Lexus Gabriel ou Lexus Prestige pour connaître tous les détails.